

2 Brève

3 Mains basses sur la forêt !

L'année 2017 commence à peine : les habitants de Bugeat et Viam, deux communes de Corrèze, apprennent par le bulletin municipal qu'ils ont été choisis pour vivre en direct l'une de ces expériences industrielles conduites au grand bénéfice du climat. Une usine de "pellets torréfiés" projetée de s'implanter en limite des deux villages ; la première de ce type en Europe. Deux habitants du Plateau qui ont étudié le dossier nous expliquent exactement de quoi il en retourne.

4 Haro sur les communes

Grandes régions, grandes communautés de communes, communes nouvelles, l'État fait tout ce qu'il peut pour réduire peu à peu la place et le rôle des communes. Ces idiots sont paraît-il trop nombreuses, trop petites, et plus à la dimension des enjeux de la société de demain. C'est sûr si l'enjeu est la compétitivité des territoires à l'échelle européenne et mondiale. Mais c'est tout le contraire si l'enjeu était de renforcer et dynamiser des démarches démocratiques dans les territoires.

6 Ce baron qui nous a ruinés

La communauté de communes Creuse Grand Sud (CGS) offre un cas "exemplaire et instructif" de gestion locale catastrophique. À la faillite économique (4 millions de déficit, la communauté de communes la plus endettée de France), à la faillite démocratique dont nous avons déjà beaucoup parlé dans IPNS, à l'usage de faux (avec une procédure judiciaire en cours), s'est ajouté cet été un drame humain avec le suicide de Jean-Sébastien Combe-Maës, le directeur général des services de la com com, qui dénonce dans un texte posthume le management despotique et autoritaire du "baron qui l'a tué" : Michel Moine. Celui-là même qui a ruiné la com com.

8 Après le crépuscule, voyage au bout de la nuit pour les socialistes haut-viennois

9 Nouvelle-Aquitaine , le démantèlement commence

10 On n'est pas des bêtes !

Depuis quelques années, les animaux et ce qu'on en fait ont pris une place importante dans le débat public. Abattoirs et élevages industriels pointés du doigt, essor de la restauration végétarienne ou végane, souci du bien-être animal... La question est sortie des cercles restreints des défenseurs de la cause animale et préoccupe philosophes et historiens, politiques et citoyens. Ici, sur le Plateau, comment voyons-nous les choses ? Jean-Luc Seigniez, éleveur à Saint-Julien-le-Petit (87) nous donne son point de vue, Guillaume Betton nous explique comment cette question a été prise en compte dans le projet de pôle-viandes, et Franck Patinaud inscrit cette question dans le temps long de l'histoire.

13 Associations, sel de la terre ou bulle de savon ?

14 Chroniques et Bloc-notes

Chroniques d'exils : La guerre aux migrants.

L'Abécédaire du cyclisme limousin : DUfraise, DUteil, DUBreuil, DUPuytren, DURant, les "DU" du cyclisme limousin..

16 I 581 : Quand Montaigne traversait le Plateau sur une mule

JOURNAL D'INFORMATION ET DE DÉBAT
DU PLATEAU DE MILLEVACHES



INCOMPÉTENT
PARVENU
NOTOIREMENT
SUFFISANT

CE BARON QUI NOUS A RUINÉS

Extrait de la revue Montagne de l'association des élus de la montagne - ANEM. juin 2017

L'ELU DU MOIS

STÉPHANE CAMBOU :
VOLONTARISME, EFFICACITÉ
ET CONVICTION



Membre du comité directeur depuis octobre 2016, ce chargé de mission de la SNCF en poste à Limoges est le maire de Peyrat-le-Château, commune de montagne de la Haute-Vienne d'un millier d'habitants qui peut se prévaloir avec les 777 mètres du Puy de Crozat d'un des plus hauts sommets du département. Sa commune est également membre de la communauté de communes des Portes de Vassivière, qui regroupe 12 communes de montagne pour 5 675 habitants. Avant d'accéder à ce mandat en mars 2014, il avait été maire pendant près de 20 ans de Chaptelat, commune de 2 000 habitants, et fut également vice-président du conseil régional du Limousin entre 2004 et 2015. C'est à ce titre qu'il exerça durant 8 ans la présidence du syndicat du Lac de Vassivière, période durant laquelle il améliora la qualité de l'offre touristique en rénovant les sites d'hébergement et les installations nautiques, mais aussi avec l'aménagement d'un sentier d'interprétation de la lande et d'un autre permettant d'effectuer le tour du lac, et surtout la mise en place d'un service gratuit de navettes lacustres desservant divers points de ce parcours. Il est encore président du Centre international d'art et du paysage installé sur l'île de Vassivière.

Stéphane Cambou compte, pour sa commune, sur la réhabilitation du patrimoine local comme facteur décisif pour la qualité de vie des habitants et l'attractivité, en vue d'enrayer le processus de déclin rural (la commune a dû surmonter la fermeture d'une classe de son école en 2015). La salle des fêtes Théodila tout comme la maison des associations ou la nouvelle maison de santé ont ainsi été aménagées dans des bâtiments de caractère, refaits à neuf.

Il a également engagé la commune dans un processus de transition énergétique en habillant de bois le cinéma communal, en installant une borne de recharge rapide pour les véhicules électriques et en mettant à disposition une flotte de vélos électriques pour encourager les mobilités douces.

IPNS : En juillet la région Nouvelle Aquitaine a rayé Stéphane Cambou de la présidence du Centre d'art et du paysage.

Le fayot d'or est décerné au journal des élus de la Montagne pour l'article le plus léche-cul du mois, sinon de l'année ! L'homme du mois est Stéphane Cambou, ce bouffon qui a sinistré le pays de Vassivière par son incompétence notoire ! Et qui nous fait hériter d'une épicière pour la gestion du lac. Et ça, ça commence vraiment à nous gonfler ce foutu lac !




C'est quand même du jamais vu pour une station touristique : les plages surveillées ont des jours de fermeture et les transports ne fonctionnent pas de 13h à 15h ! Faudrait l'envoyer gérer une station de ski pour qu'elle essaye de fermer les pistes le lundi et les tire-fesse de 13h à 15h !

Mais ne nous inquiétons pas, il va y avoir un nouvel audit qui va nous expliquer encore une fois comment il faut faire ! Ça sera bien la dixième à nous arnaquer ! Ils vont nous dire comment remplir Pierrefitte qui est obsolète et les campings dépassés. Surtout comment embellir cette grande poubelle qu'est devenu Vassivière qui n'a pas réglé son gros problème d'assainissement ! Buvez l'eau du lac !

C'est pas une bonne idée, on boit autre chose ?

m.bernard & p.gady

Vous pouvez à présent effectuer le règlement de votre abonnement en ligne en utilisant le compte Paypal mis à votre disposition sur notre site. Paiement sécurisé.

L'abonnement est la meilleure solution pour soutenir IPNS
et être sûr de bien recevoir tous les numéros !

IPNS ne vit que par ses lecteurs et compte donc sur eux ! Votre abonnement est indispensable à l'existence du journal !
Tous les anciens numéros sont consultables sur notre site : <http://journal-ipns.org>


Vous pouvez contacter IPNS en écrivant à l'adresse courriel suivante : contact@journal-ipns.org

 Trimestriel édité par l'association IPNS Clin d'oeil à "Imprimé Par Nos Soins" que connaissent bien les associations, notre titre décline différemment ses initiales dans chaque numéro. Directeur de publication : Michel Lulek - 23340 Faux la Montagne.

Mise en page graphique, illustrations : Michel Bernard et Philippe Gady.
Imprimerie : Rivet Presse Edition - Limoges, labellisée Imprim'vert.
Commission paritaire : 1017 G 81 797 - ISSN : 1635-0278.

<http://journal-ipns.org>





IPNS - Je m'abonne !

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Courriel : _____

Abonnement pour 1 an (4 numéros), ordinaire 14 € ☐ , de soutien 20 € ou + ☐

Abonnement pour 2 ans (8 numéros), ordinaire 28 € ☐ , de soutien 40 € ou + ☐

Bon à retourner à : IPNS - 23340 - Faux la Montagne

Main basse sur la forêt !

L'année 2017 commence à peine : les habitants de Bugeat et Viam, deux communes de Corrèze, apprennent par le bulletin municipal qu'ils ont été choisis pour vivre en direct l'une de ces expériences industrielles conduites au grand bénéfice du climat. Une usine de "pellets torréfiés" projette de s'implanter en limite des deux villages ; la première de ce type en Europe. Deux habitants du Plateau qui ont étudié le dossier nous expliquent exactement de quoi il en retourne.

Les rédacteurs du bulletin municipal se félicitent de l'importance de l'événement. Ils reproduisent à la virgule près la prose alléchante des promoteurs. On y vante l'incroyable supériorité du nouveau combustible, tous les bienfaits environnementaux dont il est porteur. Ses qualités énergétiques sont proches de celles du charbon, mais il n'en a plus les défauts.

Une aubaine sur un champ de ruine

L'usine de Bugeat-Viam sera construite sur un terrain de 27 hectares, constitué par l'actuelle gare-bois et la zone industrielle voisine. Toutes deux ont été aménagées après la tempête de 1999, il y a presque 20 ans, par le Syma A89 (Syndicat mixte d'aménagement en haute Corrèze). Un établissement public qui se consacre à des infrastructures destinées à la "filière bois".

L'inauguration vit se déplacer l'ordinaire des sommités locales et même le directeur général de la SNCF. Mais l'investissement fut loin de connaître le succès escompté. Il constitue même une sorte de cas d'école en matière de gestion désastreuse des deniers publics. Personne, en effet, n'a réussi jusqu'à ce jour à voir un train et son chargement quitter cette "gare-bois". Et la zone "industrielle" attenante, à l'abandon, ne connut qu'un usage calamiteux.

Que ce champ de ruines puisse aujourd'hui intéresser un repreneur, devenir le théâtre d'une vraie activité industrielle, créer des emplois, voilà qui passera facilement pour un miracle aux yeux des élus et responsables du coin. Pourquoi y regarderaient-ils de plus près ?

La nouvelle fut rapportée dans le Populaire du 27 février 2017. "Des investissements à hauteur de 20 M€ et une quinzaine d'emplois en haute Corrèze", titre un article dans la rubrique "économie". Les promoteurs du projet annoncent de leur côté vingt emplois sur place, et quarante de plus pour l'activité forestière locale et l'acheminement de la matière première.

Pour les entreprises impliquées, le montage fait sérieux. Une officine privée d'aménagement du territoire, la SOMIVAL, agit en commanditaire direct, avec l'aide opérationnelle de deux de ses filiales. Elle affiche les partenariats suivants : Eiffage (3^e groupe français du BTP), Dynalim (un fonds d'investissement régional qui se consacre aux PME), les Charbonnages de France, et même le CEA qui, paraît-il, produit du "pellet torréfié" au titre de ses recherches sur les énergies alternatives.

De l'art d'accommoder les restes

La matière première du pellet "nouvelle génération", ce sont les "rémanents". A elle seule, la consonance très "technique" du vocable dit tout le dédain que ce genre d'entreprise peut nourrir envers la ressource qu'elle convoite, et le milieu dont elle l'extrait. Pour éclairer le profane, les "rémanents", ce sont les rebuts d'abattage (branches, souches et autres résidus de coupes rases) qui pour la plupart restaient sur le terrain et finissaient en andains. Depuis quelques années, il est vrai - depuis que même les végétaux les plus dédaignés ont été élevés au rang de "biomasse" - une partie se voyait déjà prélevée et transformée en "plaquettes" pour alimenter des chauffages collectifs dans la région. L'essentiel du rebut, cependant, exempt de valeur négociable, pourrissait lentement sur place, avec le seul mérite de ralentir, encore que très médiocrement, la stérilisation du sol due aux prélèvements intensifs sur la forêt.



Fortement encouragé par un marché de l'énergie officiellement sommé de réduire ses émissions de gaz carbonique, le déchet méprisé se métamorphose en ressource économique, par la magie de techniques nouvelles. Il devient valorisable à grande échelle pour d'audacieux investisseurs, toujours en quête de placements fructueux. À l'exemple des feuillus limousins qui, dans la dernière décennie, se sont vus livrés massivement à l'abattage au nom des énergies propres (*), le rémanent apparaît comme une aubaine de plus pour les propriétaires de parcelles qui ne voudront sûrement pas boudier un complément de revenu, fût-il modeste. Mettre à profit les "rémanents", quoi de plus logique ? On ne va tout de même pas jeter les restes quand on peut les accommoder. Malheureusement, toute cette histoire de "rémanents" n'est que propagande : ce sont les arbres eux-mêmes qui finiront en poudre, tout comme ils sont déjà réduits en granulés. La "transition écologique" est à ce prix - on déforeste déjà par dizaines de milliers d'hectares en Amérique du Nord pour fournir les pellets "renouvelables" qu'engloutissent désormais les centrales à charbon européennes.

40 camions par jour

Aux propriétés énergétiques en tous points excellentes, le "pellet torréfié" se présente donc comme un très bon substitut du charbon, mais en beaucoup plus "écologique". Il s'agit d'un pellet classique de consommation désormais courante, dont la fabrication

passé par une phase finale de torréfaction à l'abri des flammes et de l'air. À l'exemple du charbon de bois de nos barbecues ou du fameux gazogène de la Traction Citroën durant l'occupation.

L'usine de Bugeat-Viam vise à produire chaque année 45 000 tonnes de pellets torréfiés dès son entrée en fonctionnement, prévue en 2019. Cela suppose un volume de matières premières de 100 000 tonnes de "rémanents", dont l'approvisionnement générera un trafic de 40 camions par jour. Se glissant au milieu des autres grumiers, ils arpenteront la Montagne limousine dans un rayon de 80 km.

Les débouchés pour de telles quantités seraient dès aujourd'hui acquis : cinq centrales à charbon d'EDF encore en fonctionnement et des installations de chauffage urbain en région parisienne. C'est assez dire tout le bénéfice local que d'aucuns pourraient avoir la faiblesse d'en attendre. Ainsi donc, c'est un ogre industriel qui vient s'installer au cœur du massif forestier du Plateau en vue de l'avalier tout entier et - c'est déjà prévu - aller se poser, après démontage et remontage, au milieu d'une autre forêt à dévorer, quelque part en Belgique, en Roumanie ou en Pologne.

Un stéréotype des arnaques du "green business"

Les habitants que le sort désigne pour devenir les riverains du lieu de production ont quelques bonnes raisons d'être inquiets. Les nuisances aux abords de l'usine, bien entendu présentées comme parfaitement indolores, pourraient s'avérer malgré tout désagréables : bruit, écoulements toxiques, fumées nauséabondes et poussières disséminées alentour au gré des vents. Chacun peut les comprendre, nous n'insisterons pas sur ce point.

Nous ajouterons cependant que s'ils étaient la contrepartie d'installations vraiment utiles, il n'est pas non plus complètement impensable de devoir en accepter quelques désagréments en retour. Des installations, par exemple, par lesquelles les habitants parviendraient à réduire leurs dépendances au système, gagner en liberté et en maîtrise de leurs conditions de vie. Mais le projet de Bugeat-Viam n'est évidemment pas cela.

Il est un stéréotype grossier de toutes les arnaques du "green business", le capitalisme des prédateurs habillés de vert, menées au nom des enjeux écologiques (fermes d'éoliennes géantes, centrales photovoltaïques gigantesques, déploiements massifs d'automobiles électriques, mégapoles invivables mais faites de bâtiments à "haute qualité

environnementale", etc., qui invariablement accentuent encore le contrôle et la mise en dépendance des populations, au nom d'une soi-disant "transition énergétique", devenue idéologie d'Etat).

Lorsque l'on veut vraiment venir à bout d'un problème, n'importe qui peut comprendre qu'il est aberrant d'en confier la solution aux gens et aux instances qui l'ont engendré. S'agissant des périls écologiques qui dégradent la planète, c'est pourtant la situation pathétique dans laquelle les populations se voient piégées. Jamais, depuis les années 1970, un mouvement politique n'eut à sa disposition d'arguments plus sérieux que ce pauvre mouvement écologiste ; aucun autre sujet ne rencontra autant de sympathie dans la population, et jamais un mouvement ne connut un aboutissement plus dérisoire et plus pervers. Chacun se souvient de ce ridicule "Grenelle environnement" de 2007, dont les comparses, écologistes en tête, s'accordèrent d'avance pour ne pas avoir à traiter du nucléaire.

L'hypocrite comptabilité des émissions de carbone, que certains se représentent comme un pas méritoire vers le salut, mais qui dans la réalité sert à abriter toutes les tricheries, n'a d'autre fonction que d'empêcher un questionnement plus sérieux sur la structure et le fonctionnement de ce monde. Une molécule de chimie ne peut en aucun cas passer pour la principale menace ici-bas. Il faudra continuer de chercher ailleurs...

La vérité ne sert qu'à faire avaler le mensonge

Pour le CO2, notre fabricant de charbon artificiel se targue de l'excellence de son comportement lorsqu'il brûle. C'est peut-être vrai. C'est une qualité couramment mise en avant pour les combustibles issus du bois, et pour le bois lui-même, lorsqu'il n'était encore que bûches. Ce fut le cas du moins jusqu'à l'hiver dernier, quand la petite flambée du soir dans les cheminées des Parisiens fut à son tour rendue responsable de tous les maux de la capitale.

C'est un principe élémentaire de la propagande : la vérité n'y sert qu'à faire avaler le mensonge. Quand un fabricant de pellets veut tirer avantage de ce que sa marchandise rejette moins de carbone que les autres, alors qu'il s'apprête à faire raser la forêt jusqu'à la dernière brindille, c'est pour éviter d'avoir à produire le bilan intégral du cycle de production, de l'abattage au produit final, en passant par les phases de transport, de transformation, de manutention, etc.

Au même instant, une directive ministérielle évidemment pondue au titre du climat, intitulée "Programme national de la forêt et du bois" vise à commercialiser 12 millions de mètres cubes de bois supplémentaires par an d'ici à 2026. Un tiers de plus que les 37 millions de mètres cubes annuels récoltés aujourd'hui.

S'il est une issue qui est prévisible, c'est ce que pèseront dans le bilan climatique les forêts, piègeuses de carbone et prodigues en oxygène, quand la cupidité aveugle des propriétaires et l'appétit des investisseurs auront fini de les consumer.

(*) L'association "Nature sur un Plateau", ainsi qu'une brochure, anonyme, intitulée "Rapport sur l'état de nos forêts et leurs devenir possibles", dénoncèrent chacune de leur côté, dès 2013 l'hécatombe programmée des bois de feuillus, sacrifiés sur l'autel du bois-énergie.

Haro sur les communes !

Grandes régions, grandes communautés de communes, communes nouvelles, l'État fait tout ce qu'il peut pour réduire peu à peu la place et le rôle des communes. Ces idiots sont paraît-il trop nombreuses, trop petites, et plus à la dimension des enjeux de la société de demain. C'est sûr si l'enjeu est la compétitivité des territoires à l'échelle européenne et mondiale. Mais c'est tout le contraire si l'enjeu était de renforcer et dynamiser des démarches démocratiques dans les territoires.

“ La grande réforme territoriale voulue par le chef de l'État va transformer l'architecture territoriale de la République, contribuer à la baisse des dépenses publiques et mieux prendre en compte les besoins de nos concitoyens.” C'est Laurent Cayrel, dernier préfet de la région Limousin, qui, en bon serviteur de l'État, répétait en 2015 la doctrine officielle, aussi peu crédible soit-elle, surtout lorsqu'on relit ces lignes aujourd'hui. On ne croit pas savoir que beaucoup d'économies ont été réalisées suite aux fusions de régions ou de communautés de communes. Quant à la meilleure prise en compte des besoins des habitants... on reste dubitatif. Et pas que nous !

“Malaise diffus”

Dans un très officiel rapport sénatorial en date de mars 2016, consacré à un premier retour d'expériences de terrain, l'on peut lire : “La question la plus préoccupante concerne la place de l'assemblée délibérante dans la gestion de ces communautés : comment assurer une réelle démocratie locale dans de si grands ensembles et éviter que le conseil communautaire ne soit qu'une chambre d'enregistrement des décisions prises par l'exécutif ? Quelle sera la place des conseillers communautaires et donc, dans quelle mesure pourront-ils défendre les particularismes, les besoins de leur commune et permettre leur prise en compte par l'intercommunalité désormais compétente dans de nombreux domaines pour les régler ?” Dans le même rapport on peut encore lire : “À Besançon, des élus ont relayé la “voix des communes” qui, pour reprendre les mots du maire de Les Auxons, M. Serge Rutkowski, “ont le

sentiment de perdre leur identité”. L'élargissement des périmètres n'est pas seul en cause. Ce malaise diffus résulte d'un ensemble d'évolutions qui se cumulent : les nouveaux transferts de compétence opérés par la loi NOTRe y participent.” Tiens tiens, il n'y a donc pas que dans les feuilles de chou récalcitrantes comme IPNS qu'on lit ces choses-là ?

Creuse Grand Trou

Et ces choses-là on les vit quotidiennement dans les communautés de communes du secteur qui ont pour la plupart bien du mal à trouver leurs marques. À commencer par Creuse Grand Sud (voir pages suivantes) où l'on frise la mise sous tutelle et où la population attend avec angoisse ses impôts locaux (en octobre) pour savoir de combien ils vont augmenter: 40 % comme le suggérerait drastiquement la Chambre régionale des comptes ou 8 à 10 % comme l'espérait Jean-Luc Léger à l'issue d'un conseil communautaire où l'on a vu 11 communes sur 26 refuser de reverser soit ce qu'on appelle “l'attribution de compensation”, soit la totalité du FPIC (Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales), soit les deux, à la com com. Le résultat : grâce à ces communes fort peu solidaires, la solution proposée par Jean-Luc Léger de zéro hausse d'impôts ne sera pas possible ! Remercions donc ces chaleureuses communes : Allevard, Felletin, Moutier-Rozeille, St-Avit-de-Tardes, St-Maixant et St-Yrieix-la-Montagne (qui ne voulaient pas partager leur part de FPIC), Néoux, Moutier-Rozeille, St-Amand, St-Avit-de-Tardes, Ste-Feyre-la-Montagne, St-Frion, St-Maixant, St-Pardoux-le-Neuf et

St-Yrieix-la-Montagne (qui voulaient garder leur attribution de compensation). On veut bien partager les dépenses mais pas les recettes ! C'est un peu comme si sur un bateau on ne voulait pas partager les canots de sauvetage. Pendant ce temps, le principal responsable du naufrage, Michel Moine, va donner des leçons à l'IUT de Guéret sur le thème : “Le financement des collectivités locales par projet” (c'était en mai dernier).

Guerre judiciaire à Bourgneuf

La communauté de communes Bourgneuf-Royère-CIATE, née de la fusion des deux com com Bourgneuf-Royère d'un côté et la CIATE de l'autre, est née début 2017. En janvier, lors du premier conseil communautaire a eu lieu comme il se doit l'élection du président. Le maire de Bourgneuf (la « grosse » ville), Jean-Pierre Jouhaud (PS), pensait se faire élire haut la main et sans contestation. Mais c'était sans compter avec la candidature de Sylvain Gaudy, un paysan de 30 ans, maire de Saint-Pierre Chérignat (moins de 200 habitants) qui s'est porté candidat contre lui pour mettre fin à la « dictature de Bourgneuf ». L'exemple des vicissitudes de leurs voisins de Creuse Grand Sud leur a peut-être servi de contre-exemple à ne

surtout pas suivre. Toujours est-il qu'aux deux premiers tours de scrutin les deux candidats sont arrivés à égalité et que Jouhaud n'a été élu, de justesse, qu'au troisième tour ! Mais c'était en comptant les bulletins blancs comme des bulletins exprimés, ce qui est contraire au code électoral. Du coup Jouhaud démissionne, Gaudy porte l'affaire devant le tribunal administratif qui lui donne raison, annule l'élection de Jouhaud et considère Gaudy comme le légitime président de la com com. Paradoxe : le jeune président, de sensibilité politique de droite, est entouré d'un bureau composé de 9 vice-présidents qui sont tous socialistes ou apparentés ! La méfiance vis-à-vis de la ville dominante, le fait que la plupart des projets de l'ancienne com com Bourgneuf-Royère étaient tous sur Bourgneuf avaient rendu méfiants les élus des petites communes... Depuis la com com a commencé à travailler, mais un conseil communautaire avec 47 communes dont les plus éloignées sont à 1h30 de distance l'une de l'autre, ce n'est pas vraiment ce qu'on peut appeler de la proximité...

Faux-la-Montagne et La Villedieu s'interrogent

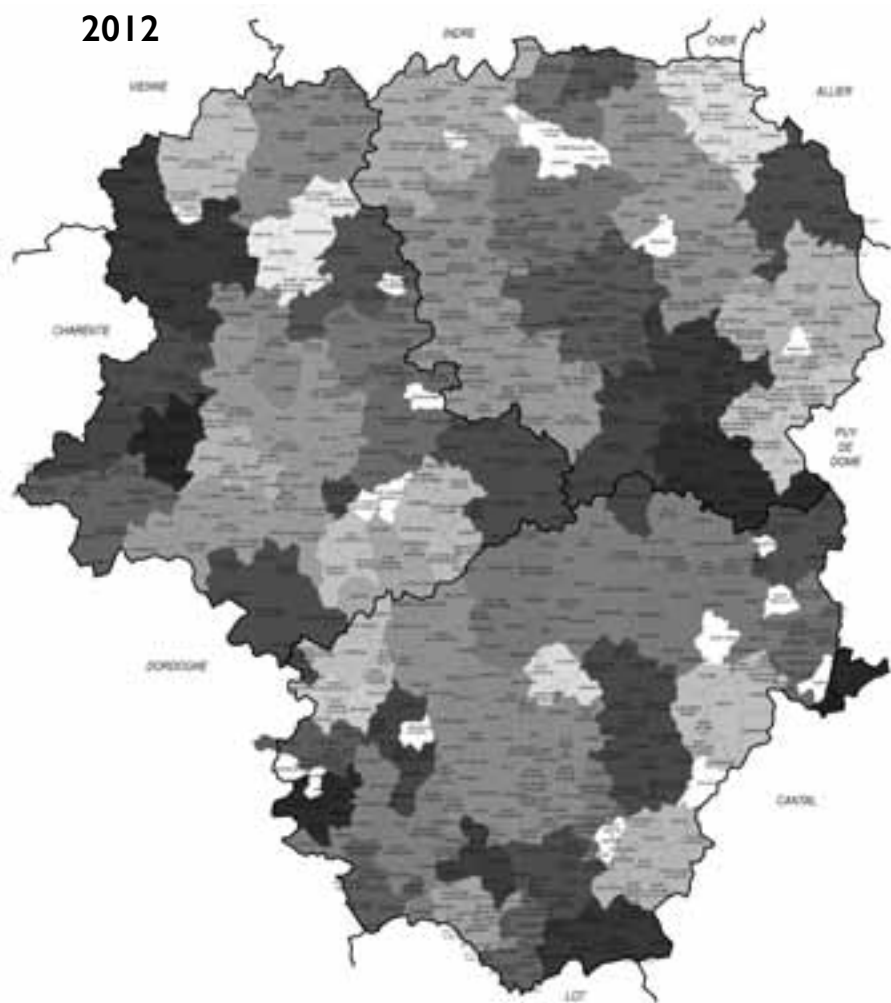
Faut-il rester dans Creuse Grand Sud ou aller voir ailleurs ? Cette question, une assemblée d'habitants de Faux-la-Montagne et La Villedieu se l'est posée l'année dernière, sans avoir tranché ni dans un sens ni dans l'autre. L'assemblée en question s'est donc réunie à nouveau avant l'été pour échanger sur ce qui lui paraissait important à défendre pour son territoire. Une cinquantaine de personnes, aux profils assez mélangés, s'est ainsi retrouvée à travailler par petits groupes sur ce qui

lui tient vraiment à cœur et que, quelque soit la communauté de communes dans laquelle elle ira, elle compte bien défendre mordicus. À l'issue de cette assemblée, quatre habitants ont travaillé sur un texte qui résume les travaux des habitants. Le mardi 5 septembre au soir une nouvelle assemblée s'est réunie pour discuter du texte proposé et l'approuver après y avoir apporté un certain nombre de modifications. La prochaine étape ? Avec ce manifeste, aller voir une ou deux communautés de communes voisines pour envisager l'avenir... dans ou hors Creuse Grand Sud.

Le nombre d'EPCI* divisé par 2

Pour constater le renouvellement des institutions territoriales, il suffit de regarder deux cartes. En Limousin, de 2012 à 2017 on est passé de 66 EPCI à 29. Sur le Plateau on est passé de 10 communautés de communes à 6. Au niveau national, pendant la même période, on passait de 2 581 EPCI à 1 266.

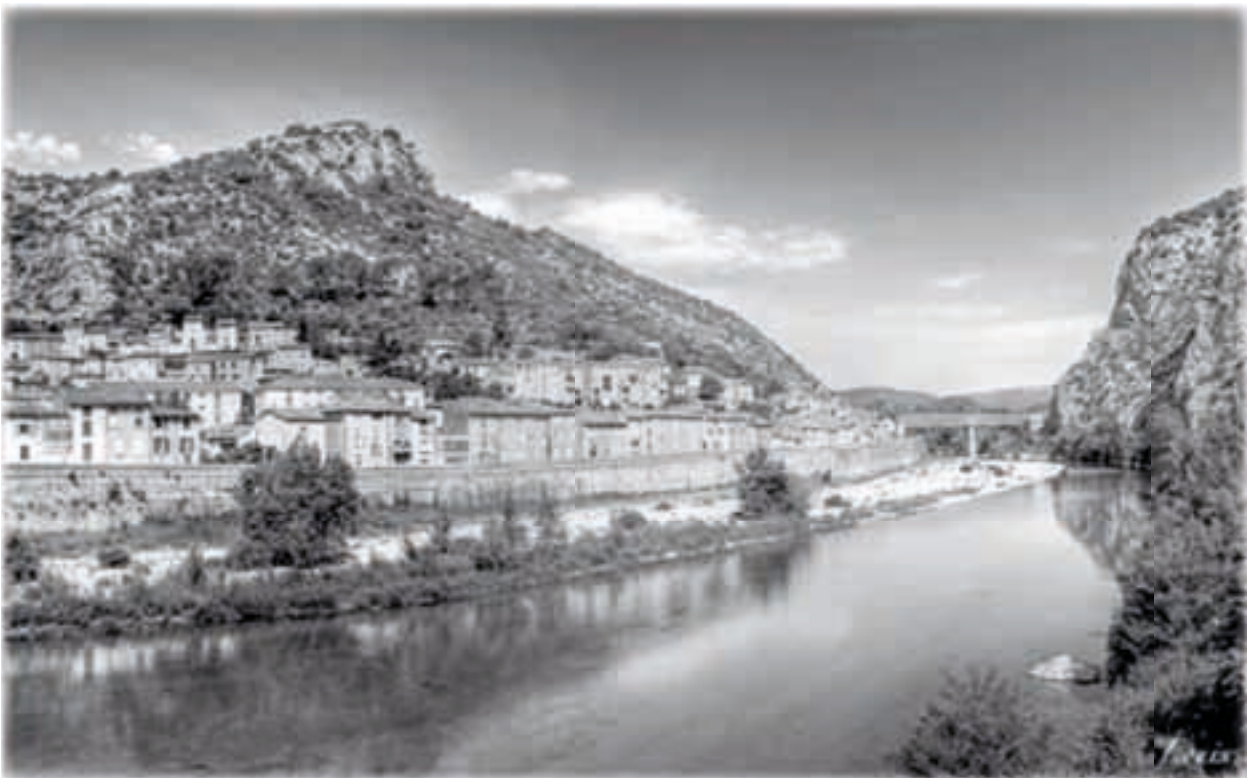
* EPCI : établissements public de coopération intercommunale.



Michel Lulek

Michel Lulek

d'élus, mais des élus plus protégés, mieux rémunérés et plus libres de leur action.“ Les premières réactions ne se sont pas fait attendre. Dominique Bussereau le président de l'Assemblée des départements de France a répliqué : “Moins d'élus locaux, Ce n'est pas une bonne idée. La plupart sont des bénévoles, qui sont les premiers que l'on va chercher au conseil municipal pour aménager tel ou tel chemin, réparer le toit de l'église du village, etc. Et quasiment chaque mandat d' élu local bénévole supprimé occasionnera son remplacement par un fonctionnaire territorial rémunéré...”



Source : Silence n°426, septembre 2014.

Ce baron qui nous a ruinés

La communauté de communes Creuse Grand Sud (CGS) offre un cas “exemplaire et instructif” de gestion locale catastrophique. À la faillite économique (4 millions de déficit, la communauté de communes la plus endettée de France), à la faillite démocratique dont nous avons déjà beaucoup parlé dans IPNS, à l'usage de faux (avec une procédure judiciaire en cours), s'est ajouté cet été un drame humain avec le suicide de Jean-Sébastien Combe-Maës, le directeur général des services de la com com, qui dénonce dans un texte posthume le management despotique et autoritaire du “baron qui l'a tué” : Michel Moine. Celui-là même qui a ruiné la com com.

En mars 2013, Manuels Valls alors premier ministre fait une halte à Aubusson où il rencontre les élus de la communauté de communes d'Aubusson-Felletin. Cette dernière s'apprête à fusionner le 1^{er} janvier suivant avec la communauté de communes du Plateau de Gentioux, trop petite pour continuer à exister en tant que telle avec ses quelques 2 500 habitants. À l'époque, la loi NOTRe n'avait pourtant pas encore été votée et cette fusion n'avait donc rien d'obligatoire. Les élus du Plateau de Gentioux avaient choisi d'anticiper et de rejoindre Aubusson-Felletin – ce qui aurait dû être fait de toute façon deux ans plus tard après que la loi NOTRe interdise l'existence de toute communauté de communes de moins de 5 000 habitants (1). À l'époque les élus du Plateau de Gentioux, contre l'avis d'une partie de leurs administrés, avaient fait le pari d'une fusion bénéfique.

“Exemplaire et instructif”

Donc, le vendredi 22 mars Manuel Valls est à Aubusson : “Ici, il y a une volonté, déclare-t-il. L'intercommunalité accomplit des progrès tout à fait considérables et la rationalisation de cette carte est aujourd'hui véritablement en train de se mettre en place. J'ai le sentiment que ce que vous êtes en train de faire est particulièrement instructif et exemplaire parce que vous gardez - ce qui est très important - l'identité de chacune des com-

munes, même de la plus petite et en même temps, vous bâtissez cette “prestation de services” pour les collectivités, au service des habitants. Je ne peux que vous encourager à continuer.” Une photo où les notables de l'époque se pressent fièrement autour du premier ministre mérite d'être regardée à nouveau et commentée (voir ci-dessous). Mais à relire cette bénédiction ministérielle quatre ans plus tard, on ne peut qu'en rire... ou en pleurer.

Une descente aux enfers

Le suicide de l'ancien DGS de Creuse Grand Sud a surpris tout le monde au cœur de l'été. Surpris vraiment ? Un an auparavant, en juin 2016, Jean-Sébastien Combe-Maës avait déjà tenté de mettre fin à ses jours. C'était avant même la découverte de la situation financière dramatique de Creuse Grand Sud et le départ de Michel Moine. Une situation que Jean-Sébastien Combe-Maës connaissait très bien puisqu'il était en première ligne, aux côtés de Michel Moine, pour gérer les affaires de la collectivité. Il raconte : “Sa politique de Grands Travaux a littéralement asséché les finances ; l'endettement a tellement explosé que les banques ne prêtent plus. Le temps est à la rigueur drastique (...) La baisse des dotations et la chute libre de la fiscalité professionnelle sont un coup de massue. Le mur est proche (...) Comme mes analyses ne prêtent pas à rassurer et que tous

les voyants sont au rouge, je ne jure pas son angoisse (...) Peu importe, il n'est pas responsable. “C'est à vous de faire des propositions”. Des propositions j'en ai faites (...) Pourquoi ne pas clairement dire les choses ? Pourquoi ne pas expliquer [aux élus] que les choix faits, notamment sur l'ampleur des investissements et de l'endettement, nous conduisent aujourd'hui à pareille situation ? J'ai l'impression que des années durant, on leur a expliqué que le robinet des dépenses était ouvert et qu'aujourd'hui on leur explique que tout va mal... Sans davantage d'explication sur ce changement de discours” (p. 85-86) (2). Mais au-delà de cette situation critique, c'est le harcèlement moral de Michel Moine qui conduit son directeur à vivre son travail comme un calvaire. Après s'être fait aduler par celui qui l'a débauché de la mairie de Felletin, il est humilié par les remarques désobligeantes et humiliantes du même : “Analyser la pratique du tête-à-tête avec le baron, c'est cerner un peu mieux le personnage. C'est comprendre les tourments qui l'agitent. C'est comprendre aussi et surtout comment trop souvent il vous réduit à un outil, parfois à un jouet. Tantôt il est presque amical et bienveillant ; vous êtes son faire-valoir. Tantôt il instaure un rapport de domination et de pression ; vous êtes la victime de sa brutalité. Au fond, analyser ces situations, c'est surtout comprendre comment la relation de confiance se transforme, lentement, à force de répétition, en une machine à vous humilier et à vous broyer.”

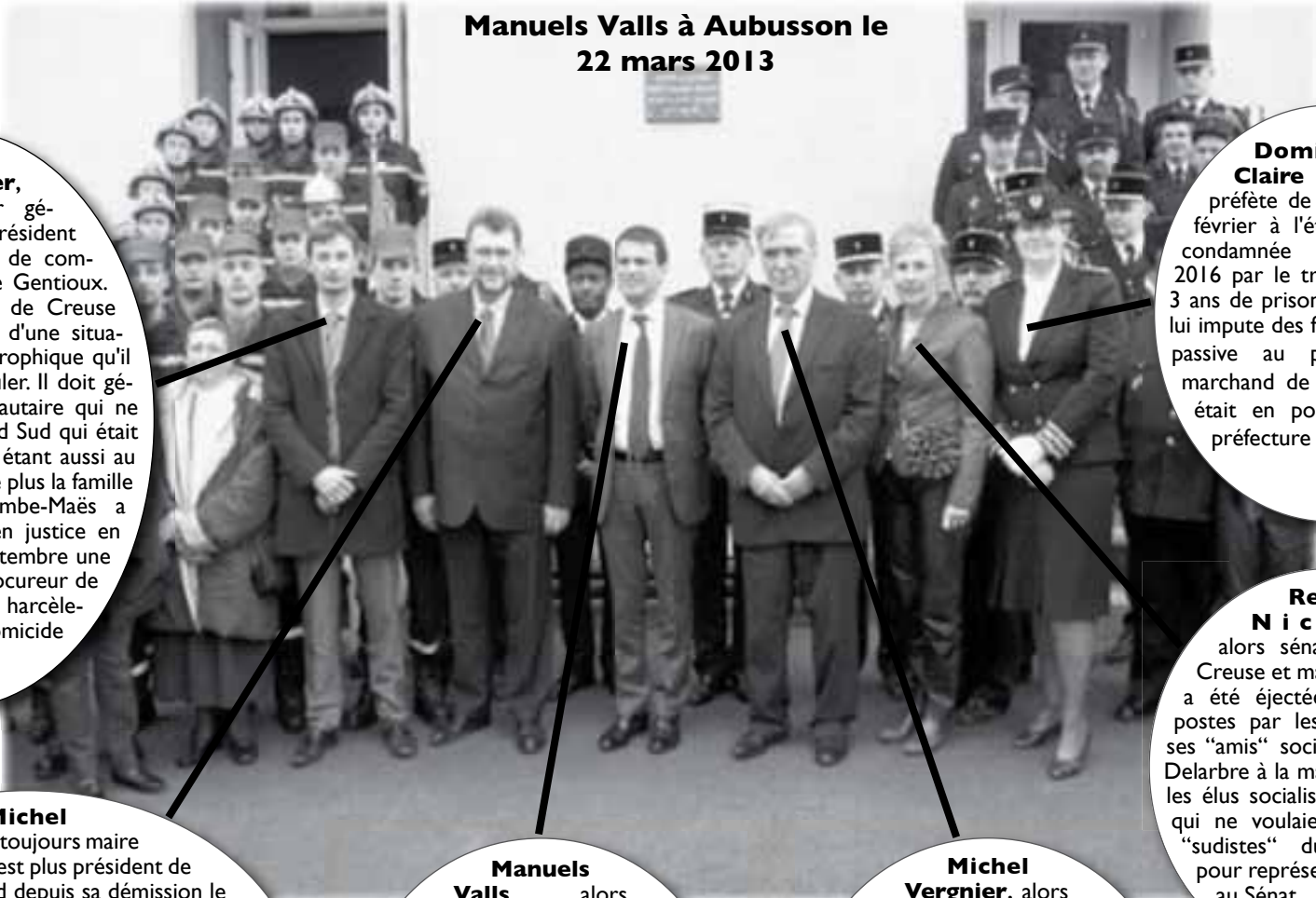
(p. 66-67). Michel Moine est devenu son “tortionnaire” (p. 91) et, avant la reprise du travail le lundi, “le dimanche soir, c'est comme l'angoisse de l'échafaud pour un condamné à mort” (p. 106). En juin 2016, le jeune homme (il a 31 ans) craque et décide de mettre fin à ses jours.

Le système Moine vu de l'intérieur

Il raconte cette tentative de suicide, dont il ressort presque miraculeusement, dans son témoignage. En arrêt maladie, il ne remettra plus les pieds à CGS et sera suivi par des médecins qui lui conseillent de mettre par écrit tout ce qu'il a sur le cœur, qu'il vide son sac et les démons qui l'empoisonnent. Il écrit donc un long texte dans lesquels les noms des protagonistes ne sont nullement dissimulés et qui sera adressé, entre autres, au préfet de la Creuse... C'est ce texte réécrit, sans doute modifié (l'auteur de ces lignes n'a pas eu connaissance de cette première version “thérapeutique”) et anonymé par l'introduction de pseudonymes qui sera publié quelques jours avant la seconde tentative de suicide, cette fois malheureusement réussie, le 24 juillet 2017. Celle-ci serait due à la non-reconnaissance par la communauté de communes du caractère “imputable au service” de la tentative de suicide de 2016. Après un “harcèlement actif” de Michel Moine, l'inertie de Jean-Luc Léger est assimilée par la famille à un “harcèlement passif” qui a poussé

C'était leur “heure de gloire”...

Manuels Valls à Aubusson le 22 mars 2013



Jean-Luc Léger,

alors conseiller général et vice-président de la communauté de communes du plateau de Gentioux. Aujourd'hui président de Creuse Grand Sud, il a hérité d'une situation économique catastrophique qu'il tente vainement de juguler. Il doit gérer un conseil communautaire qui ne le suit pas, Creuse Grand Sud qui était déjà au bord du gouffre étant aussi au bord de l'éclatement. De plus la famille de Jean-Sébastien Combe-Maës a décidé de l'attaquer en justice en déposant courant septembre une plainte auprès du Procureur de la République pour harcèlement moral et homicide involontaire.

Michel

Moine, toujours maire

d'Aubusson, n'est plus président de Creuse Grand Sud depuis sa démission le 28 septembre 2016. Il a quitté le navire avant qu'il ne coule et reste droit dans ses bottes (mais mutique jusqu'à maintenant). Attaqué en justice par la famille de son ancien directeur, comme Jean-Luc Léger, il est aussi sur la sellette suite au dépôt de plainte de la com com pour faux et usage de faux, suite à la découverte de la fausse délibération du 27 août 2015 pour l'ouverture d'une ligne de trésorerie de 2,8 millions d'euros – un faux dont il rejette la responsabilité sur feu son directeur...

Manuels

Valls,

alors premier ministre se voyait peut-être à l'époque futur président de la République. Après avoir trahi son parti et le candidat à la présidentielle de celui-ci, il est redevenu simple député opportuniste... se faisant élire de justesse dans son fief d'Evry (avec 139 voix d'avance et 50,3 % des voix).

Michel

Vergnier,

alors député socialiste de la Creuse, a été blackboulé aux dernières législatives. Croyant répondre au besoin de renouvellement de la classe politique il se présentait pour un cinquième mandat. Les Creusois l'ont placé en 3^{ème} position avec 15% des voix et l'ont renvoyé à sa mairie de Guéret...

Dominique-Claire Testart,

préfète de la Creuse de février à l'été 2013, a été condamnée le 6 décembre 2016 par le tribunal de Nice à 3 ans de prison ferme. La justice lui impute des faits de corruption passive au profit d'un ami marchand de biens lorsqu'elle était en poste à la sous-préfecture de Grasse...

Renée

Nicoux,

alors sénatrice de la Creuse et maire de Felletin, a été éjectée de ces deux postes par les manœuvres de ses “amis” socialistes, Jean-Louis Delarbre à la mairie de Felletin et les élus socialistes nord-creusois qui ne voulaient pas de deux “sudistes” du département pour représenter la Creuse au Sénat.

le jeune homme à finalement mettre fin à ses jours – raison pour laquelle elle compte mettre le président actuel de CGS, comme l'ancien, devant les tribunaux. Son livre témoignage est comme une lettre laissée à tous pour expliquer son geste et essayer de faire comprendre son drame. Il est édifiant par ce qu'il décrit du fonctionnement de Creuse Grand Sud. Au-delà de l'histoire personnelle de Jean-Sébastien Combe-Maës et de sa descente aux enfers, il nous offre une plongée, vue de l'intérieur, au cœur du système Moine, d'un gouvernement despotique et autoritaire qui, malheureusement, n'avait pas échappé depuis plusieurs années à bon nombre des personnes qui s'intéressaient d'un petit peu près à Creuse Grand Sud sans être aveuglées par l'aura et la personnalité de son ancien président.

Un roman à clé ?
Non, un témoignage



Ce baron qui
m'a tué

On ignore les raisons qui ont poussé Jean-Sébastien Combe-Maës à dissimuler les identités des personnages qu'il décrit dans son texte “Ce baron qui m'a tué”. En tout état de cause les pseudonymes sont clairs comme de l'eau de roche et ne font aucun doute. Et c'est bien pourquoi ce texte ne doit pas être lu comme une version plus ou moins romancée de ce que le DGS a vécu au sein de CGS, mais comme un témoignage à charge contre le président de la com com d'alors, Michel Moine, maquillé ici en Pierre Pasteur. De même, Bertillac c'est Aubusson quand Clartin est Felletin, dont la maire de l'époque (Renée Nicoux) s'appelle Francette Daulat. Bernard Forêt ne cache pas Jean-Louis Delarbre, “petit bonhomme” surnommé Zébulon, ni Véronique Bottier, Valérie Bertin, maire de Vallières (La Volpière dans le “roman”).

Un témoignage qui confirme tout
D'une certaine manière, le témoignage du DGS ne nous apprend pas grand chose... mais il confirme tout. Que Michel Moine était un mufle et ne brillait guère par la finesse ? “Son humour déplacé pourrait conduire à des catastrophes si les gens n'avaient pas un peu de recul sur le personnage (...) Ses propos déplacés ne sont pas ceux d'un pervers polymorphe. Ils sont ceux d'un gros lourd. Ils

traduisent malheureusement le sexisme ordinaire, très fréquent chez l'homme politique. Le sentiment de pouvoir et de puissance l'autorise à tout” (p. 97). Qu'il gouverne de manière autoritaire jouant selon les moments de la séduction ou de la menace ? “Il adore attiser les jalousies entre ses deux équipes municipales et intercommunales” (p. 19). Sa volonté de tout contrôler et lui seul ? “Quand vous envoyez un mail sur un sujet, vous ne l'envoyez qu'à moi” ou encore “Quand il y a un problème c'est à moi et à moi seul que vous en parlez”. Loin de la transparence et de la transversalité de l'information, sa volonté est celle de l'omerta et d'une maîtrise totale. Il déteste tout ce qui peut lui échapper. Il a en horreur l'idée qu'une information, même anodine, ne sorte d'un sérail aux ordres avec pour risque qu'elle ne devienne une difficulté à gérer” (p. 67-68). Ses investissements disproportionnés ? “Il aime cette idée de construire, de rénover... avec un goût prononcé pour les équipements d'ampleur. Une piscine, un centre de l'enfance, une maison de la formation, un musée [de la tapisserie], des aménagements urbains... On ne compte plus les coûteuses réalisations (...) Au cœur des années 2000, au cœur d'une ruralité paupérisée, alors que les finances publiques sont globalement dans le rouge et que l'heure est davantage à la gestion d'un quotidien de peu de moyens, cette politique des Grands Travaux est en décalage” (p. 32). Et tout à l'avenant jusqu'au concert de Patrick Sébastien que raconte l'ex DGS (voir IPNS n° 52, p. 5) qui confirme au passage le cachet de 25 000 € réglé à l'amuseur et le coût global de 50 000 € de cette petite sauterie estivale décidée en toute indépendance par le baron. Les anecdotes foisonnent qui montrent toutes un individu à l'ego surdimensionné qui ne supporte ni contradiction ni remise en cause, à la limite de la pathologie lorsqu'il se fait installer sur son iphone un lien sur les caméras de vidéo-surveillance des ateliers techniques de la com com qu'il peut à loisir visionner... en toute illégalité.

Des élus asservis
Il est intéressant de lire ce que Jean-Sébastien Combe-Maës écrit à propos des membres du conseil communautaire et de leur façon de se laisser mener par le bout du nez par Michel Moine qui “présente un malaise évident avec les contraintes du collectif. Le collectif est un risque de ne pas avoir le contrôle” (p. 37-38). “Le travail en commission est un élément essentiel de la vie d'une institution locale. Les élus étudient les projets et dossiers préparés par les services. C'est à la fois un outil d'information et d'échange sur les orientations dans un domaine donné. Les commissions émettent également des avis sur les subventions attribuées aux associations. La présence ou l'absence de [Michel Moine] à ces réunions est un élément déterminant de la manière dont elle va se dérouler. Quand il n'est pas là, les élus osent prendre la parole, poser des questions voire faire des suggestions. Quand il est présent, soit il monopolise la parole parfois au détriment même du vice-président, soit il veille à rejeter à force d'arguments toute proposition qui n'irait pas dans son sens. Ainsi nombre d'élus préfèrent ne rien dire (...) Pour brider une assemblée et l'amener là où il veut qu'elle aille, il adore les répétitions générales. Qu'on les appelle „réunions de groupe” ou „conférence des maires”, ces réunions n'ont d'autre but que de passer en revue les rapports soumis au conseil (...) Ainsi, le maître des débats peut jouer l'assemblée, rôder son discours, analyser où sont les réticences pour mieux les anticiper et se préparer à les contre-carrer (...) Si malgré toutes ces précautions, un interlocuteur conti-

nue à s'interposer, les répliques fusent. Parfois, certains élus qui ont le sentiment de ne pas être écoutés ont le courage de quitter l'assemblée estimant que la contradiction n'avait pas sa place. Si individuellement le symbole du départ est fort, il laisse le maître de séance conforté dans sa position et crée un réel malaise chez tous les autres élus qui n'osent plus guère piper mot” (p. 39-40). Lui-même, il l'avoue à demi-mot, s'est soumis au baron : “L'instinct grégaire qui sommeille en chacun incline souvent à suivre ses prédications, ses imprécations” (p. 22). Il en a été le complice, y compris auprès des personnels de la communauté de communes qui ne gardent pas tous un souvenir très chaleureux de leur ancien directeur. D'autant que, hérésie dénoncée dès 2014 dans une lettre ouverte adressée aux élus par les habitants venus manifester à l'époque contre une hausse immodérée des impôts, Jean-Sébastien Combe-Maës était à la fois DGS de la communauté de communes et DGS de la Ville d'Aubusson, sous la houlette du même baron qui présidait les deux collectivités ! (Voir IPNS n°49, p. 4) Manifestement cela ne gênait personne...

Mur de silence
Le suicide de l'ancien DGS de Creuse Grand Sud a suscité des réactions assez vives de la part d'un certain nombre d'habitants et de quelques élus. Une pétition a été lancée pour demander la démission des élus de la com com et une marche blanche en hommage au jeune homme a rassemblé entre 300 et 400 personnes à Aubusson le samedi 26 août 2017. Du côté de la com com c'est la consternation et l'on a le sentiment que ce qui est à lui reprocher, plutôt que le silence machiavélique que dénonce la famille, c'est sa cécité devant une situation que son exécutif n'a pas su jauger urgente et gravissime (“responsable mais pas coupable” aurait-on dit en d'autres temps). Pourtant une chose frappe, choque et nous laisse tous un peu ébahis. C'est la retenue et le silence – encore un ! - concernant le principal protagoniste de l'affaire. Michel Moine est silencieux et, sous couvert de “présomption d'innocence”, et sans doute pour de moins glorieuses raisons, tout le monde semble le ménager. Qui l'interpelle, à part la famille et quelques habitants ? Le baron est-il encore si puissant pour que l'essentiel des élus et une partie de la presse locale parlent de cette histoire comme si Michel Moine n'avait presque rien à y voir ? Comme si le témoignage de Jean-Sébastien Combe-Maës n'était qu'un “roman”. Sans parler de certains propos qui vont jusqu'à l'indécence telle cette réaction d'une élue aubussonnaise, Rolande Léonard, rapportée dans La Montagne du 26 août : “Certains exploitent le drame. Je pense que quand on est mal dans son emploi, on s'en va. Le burn out, c'est très à la mode.” En tout état de cause, on reste désarçonné devant ce mur de silence qui semble trop massif pour se fissurer. Un trou de 4 millions. Des faux en écriture. Un mort. Mais jusqu'au faudra-t-il aller pour que nous sortions enfin du “système Moine”, ce baron qui nous a ruinés ?

Michel Lulek

Quand Michel Moine bloque l'enquête de la Cour des comptes
Lorsque la Chambre régionale des comptes vient effectuer un contrôle de la situation financière de Creuse Grand Sud, en 2016, Michel Moine est inquiet. “Il explique redouter que les conclusions de la Chambre régionale des comptes ne soient publiques avant les décisions sur la nouvelle carte de l'intercommunalité. Il milite, bien seul, pour son grand territoire. Et il a peur que la vérité des chiffres soit un frein sérieux au mariage espéré. Désormais son ordre est clair. Il me le HURLE littéralement au téléphone : “Vous faites le mort [sic], vous dites que vous êtes débordé mais je vous interdis de communiquer” (p. 119).

Du beurre dans les épinards
Portrait cinglant de quelques conseillers municipaux d'Aubusson par Jean-Sébastien Combe-Maës : “À la mairie, les débats budgétaires consistent principalement pour les adjoints à chouiner sur la baisse contrainte de leurs indemnités. Ils ont presque tous un travail ou sont retraités ; mais le petit pécule qui tombe tous les mois met du beurre dans les épinards. Et alors qu'on est en train de parler de l'avenir d'une commune, mis à mal par leurs choix collectifs, ils s'accrochent et négocient comme des marchands de tapis. Une élue non adjointe ira même jusqu'à suggérer très sérieusement que les agents acceptent de faire une partie de leur travail bénévolement” (p. 109).

(1) La loi NOTRe (Nouvelle organisation territoriale de la République) a été promulguée le 7 août 2015. Son article 33 prévoit qu'une communauté de communes doit rassembler au moins 15 000 habitants, sauf exceptions, comme par exemple en zone de montagne de faible densité où l'on peut descendre jusqu'à 5 000 habitants minimum. Cette exception est applicable sur la Montagne limousine et autour. Ainsi la communauté de communes des Monédières Mille Sources (Corrèze) rassemble 5 060 habitants, la communauté de communes Briance Combade (Haute-Vienne) 5 600 habitants et celle des Portes de Vassivière, autour d'Eymoutiers, 5 700.

(2) Toutes les citations en italiques sont extraites du témoignage de Jean-Sébastien Combe-Maës : Ce baron qui m'a tué. Nous indiquons les numéros de page où les retrouver.

En savoir plus :
Le blog mis en place par la famille de Jean-Sébastien Combe-Maës : <https://pourjeansebastiencombemaes.wordpress.com/>
Le livre de Jean-Sébastien Combe-Maës publié sous pseudonyme : <https://www.amazon.fr/Ce-baron-qui-ma-tu%C3%A9/dp/1521566135>

Après le crépuscule, voyage au bout de la nuit pour les socialistes haut-viennois

Dans le n°57 d'IPNS (décembre 2016), Olivier Davigo livrait une analyse judicieuse du livre de Robert Savy : Le crépuscule des socialistes en Haute-Vienne. Depuis, des élections qui resteront à jamais dans l'histoire (si, si, on parie...), ont fait disparaître les députés limousins du PS de notre représentation nationale. Connaissant le poids qu'a exercé ici ce parti depuis des lustres, il nous a semblé utile de rassembler quelques données historiques. Des lustres, oui, mais depuis quand ? Un collectif, autour de Maurice Robert écrivait déjà en 1973 : La gauche au pouvoir depuis 100 ans, en Limousin (éditions SELM).

Le sujet de ces lignes n'est pas d'ergoter sur l'idéologie, ou le dogme, tant le mot socialiste a été utilisé depuis le XIX^e siècle à toutes les sauces. Nous nous contenterons d'observer les étiquettes, qui – comme celle du camembert – sont parfois sans rapport avec le contenu. Donc, avant de parcourir plus de 100 ans de domination d'un parti socialiste sur la Haute-Vienne, il nous a semblé devoir mettre en avant ce constat : depuis 1871, le département a toujours eu au moins un député se réclamant de ce courant de la gauche. Belle lurette, donc. Et bien, c'est fini, puisque depuis juin 2017, la Haute-Vienne est représentée "exclusivement" par des élus macronistes, ou – cronien, si vous préférez. On sait en effet, que ces gens-là ne sont "ni de gauche, ni de droite", et même si l'on en croit les mauvaises langues, "ni de gauche, ni de gauche".

Radicaux-socialistes, PSF et PSDF

Passons rapidement sur les premiers députés issus de la Révolution de 1848, qui envoya tout de même au Palais Bourbon 4 démocrates-socialistes sur 6. Au tournant du XX^e, vers 1900, les étiquettes évoluent, de nombreux élus se disent eux aussi radicaux-socialistes, alors que les socialistes tout court sont encore divisés entre différents partis, les plus connus étant ceux de Jean Jaurès et Jules Guesde, nommés - notez bien la nuance : Parti socialiste français (PSF) et Parti socialiste de France (PSDF). L'un comme l'autre ont leurs partisans en Haute-Vienne. Limoges élit son premier maire de gauche en la personne d'Emile Labussière en 1895. Ancien maçon de la Creuse, il n'est que radical-socialiste, c'est-à-dire à moitié socialiste.



Emile Labussière

L'hégémonie de la SFIO

Le premier d'une lignée glorieuse sera Léon Betoulle, arrivant sur l'élan de l'unité. La SFIO étant créée en 1905, c'est avec cette étiquette que ce modeste employé d'une manufacture de porcelaine devient député en 1906, puis maire de Limoges en 1912. Hormis pendant la Seconde Guerre, où il trempa "un peu" dans le pétainisme, il restera maire de Limoges jusqu'en 1956 et mourra à la tâche. Une irrésistible ascension, de l'homme et du parti. C'est surtout dans les années 1930 que se concrétise ce qu'on appelle une hégémonie : l'essentiel des mairies, le département, les sièges nationaux vont à la SFIO. À partir de 1927, les 4



Léon Betoulle

sénateurs, et à partir de 1932 les 5 députés, rien de moins... Et le père Betoulle, devenu sénateur, occupe conjointement les sièges de président du conseil général et de maire de Limoges. Très léger cumul, dont la force trouve son origine en trois puissances : le parti, le syndicat CGT (pas encore FO), et le Grand-Orient de France. De cette situation naît alors un double appétit : en plus de défendre des idées généreuses, nos socialistes haut-viennois s'intéressent désormais au bifteck, à la soupe aussi, et vous savez, la viande attire les mouches. Disons plus simplement qu'à partir des années 1930, si vous voulez être quelque chose (ou quelqu'un ?) à Limoges et aux environs, il vaut mieux être à la SFIO. Il n'y a guère que ces empêcheurs de tourner en rond de communistes, autour du Docteur Fraisseix, pour les menacer. Le maire d'Eymoutiers – ancien membre de la SFIO ! - brise par deux fois le monopole, en 1928 (député) et 1946 (sénateur).



Jules Fraisseix

De beaux restes

Tout ce beau monde gère... tout, faisant la pluie et le beau temps. À Betoulle succède Louis Longequeue, qui, d'abord député, devient ensuite sénateur, respectant la tradition : mourir en fonction. L'héritier - cela ne coula pas vraiment de source, n'est-ce pas Robert Savy ? - ce sera Alain Rodet. Le système est bien huilé, il suffit juste de l'améliorer un peu, et de ramener à la raison de jeunes socialistes un peu turbulents. Système en apparence immuable, désormais rodé (d'accord, elle est facile !), reposant sur une habile union de la gauche avec le PCF et un zeste de clientélisme-népotisme. Ronron,



Louis Longequeue



Alain Rodet

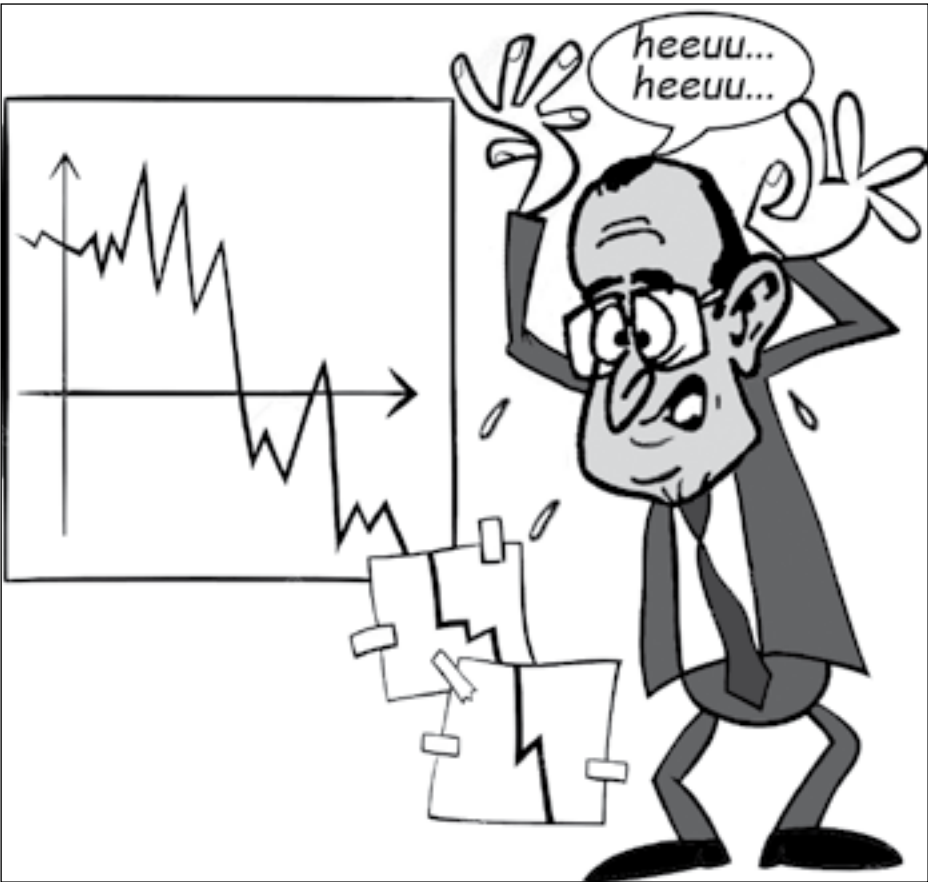
train-train ? Mais un train ça avance, surtout sur une LGV. Donc, arrive 2014, et patatras ! L'impensable survient : la chute du mur ! Un obscur psychiatre brise l'hégémonie, jetant Limoges dans les bras de la droite. Remarquons tout de même que la liste soutenue par l'UMP est élue avec 45 % des suffrages exprimés, soit 27 % des inscrits... Une majorité toute relative, non ? J'entends déjà les mauvaises langues : Hollande et Valls

lui avaient facilité la tâche. Le PS, remplaçant la vieille SFIO depuis 1971, garde tout de même les 3 députés - jusqu'en 2012, c'était 4 sur 4 ! - et la majorité absolue au conseil général, les deux sénateurs et la présidence du conseil régional. Le parti (presque unique) a tout de même de beaux restes, malgré ses électeurs ingrats.

145 ans

Fin 2014 ont lieu les sénatoriales. Une formalité : depuis 1948, tous les sénateurs ont toujours été socialistes. Et pourtant, le premier secrétaire du PS, Laurent Lafaye, perd un siège imperdable. Ça sent le roussi, non ? C'est sans compter sur l'arrivée du nouveau sauveur providentiel, mais là, vous connaissez la suite. Enfin, rappelons tout de même que, pour n'avoir pas voulu, ou pu, ou osé... prendre le train en marche (je sais ! encore facile) le PS réalise entre 11 et 13%, éjecté du second tour. Même la sortante, même dans le fief d'Alain Rodet ! La nuit est arrivée. Mais alors, ils n'ont rien vu venir ? Les gars, consolez-vous. Vous savez bien qu'après la nuit, revient... Et puis, dans le noir - comme à la fin du film La guerre du feu - une lumière brille encore, juste une bougie... Cette bougie est tenue par celle qui aime tant notre Plateau, jusqu'à préférer les mots les plus hargneux, sectaires et stupides, qu'on ait entendus depuis Léon Betoulle. Vous l'avez compris, "notre" sénatrice veille sur la vieille maison. Mais, y aura bien un c... pour souffler sur la bougie ! Au pouvoir depuis 100 ans écrivait Maurice Robert en 1973 ? Ben finalement, ça aura fait 145 ans, alors ?

Michel Patinaud



Nouvelle-Aquitaine : le démantèlement commence

L'AVEC en Limousin, agence culturelle de la région Limousin, connue de bon nombre d'acteurs culturels de la région grâce au parc de matériel qu'elle mettait à la disposition des associations, festivals et collectivités, disparaîtra à la fin de l'année. Une conséquence directe de la décision du conseil régional de Nouvelle Aquitaine d'arrêter de la financer à partir du 1^{er} janvier 2018. Les salariés de l'agence, qui se sont mis en grève en juillet dernier, ont dénoncé dans une lettre ouverte cette situation. L'article qui suit a été écrit à partir de cette lettre.

L'AVEC en Limousin, connue jusqu'en 2010 sous l'appellation d'ATCRL (Agence technique et culturelle de la région Limousin) a été créée en 1985 par la Région Limousin, afin de lui permettre de prolonger son action culturelle. L'agence a ainsi assuré jusqu'en 1998 la gestion du FRAC Limousin (Fonds régional d'art contemporain), elle a développé l'Artothèque du Limousin et a porté l'Orchestre symphonique régional du Limousin jusqu'à son intégration en 2011 au sein de l'Opéra de Limoges. Mais l'AVEC c'était aussi des missions au service du territoire et de ses habitants. Il y a bien entendu le plus emblématique, car créé dès l'origine, le parc de matériel scénique, complété depuis par un annuaire des intermittents, des initiations pour les bénévoles, des journées d'information et encore, plus récemment, des actions de formation.

Une position dogmatique

Le 3 mai dernier, lors du conseil de surveillance de l'AVEC, le conseiller régional Éric Correia, annonçait l'arrêt par la Région de son subventionnement à l'agence, entraînant de fait sa disparition. La fin de l'AVEC était en réalité posée depuis le début de l'année 2016. En effet, dès le premier semestre 2016, la Région Nouvelle-Aquitaine, en la personne du directeur de cabinet du président, Patrick Volpilhac, faisait brutalement état de sa volonté de démembrer l'AVEC en Limousin en lui retirant la gestion de son activité historique et emblématique : le parc de matériel. La position était purement dogmatique : "Ce n'est pas à une région de porter un parc de matériel". Pourtant le Limousin le faisait bien, offrant un véritable service public de proximité, de qualité, d'aménagement culturel du territoire... comme le montrent tous les messages de soutien qui sont parvenus aux salariés depuis l'annonce de la fermeture. D'ailleurs, d'autres régions le font encore de manière remarquable (PACA et ex-Alsace). Alors, pourquoi pas, si seulement il s'agissait d'une décision politique pleinement assumée, argumentée, chiffrée... Sur la question de la concurrence, présentée si souvent comme problématique, il est pourtant bien difficile de suivre le raisonnement de la Région dans la mesure où la DIRECCTE n'a pas dressé de constat d'irrégularité suite à une plainte d'un privé creusois à l'encontre de l'AVEC. Et puis... si ce n'est pas à la Région de porter un parc de matériel, est-ce à la Région de porter un théâtre, via l'OARA (Office artistique de la région Aquitaine) ?

L'avenir du parc de matériel

Le parc de matériel va être transféré au sein de l'APMAC, une association qui joue un peu le même rôle qu'AVEC en Charentes-Maritimes. Les conséquences de ce transfert paraissent évidentes aux yeux des salariés d'AVEC : "Il est certain que le service public proposé aux acteurs culturels et artistiques du Limousin sera largement dégradé, ne serait-ce que du fait d'une hausse des tarifs inéluctable, ce qu'a d'ailleurs confirmé M. Éric Correia. Quant aux techniciens du parc de matériel ils seront amenés à opérer comme régisseurs entrant par la même en concurrence avec nos premiers usagers et représentants que sont les intermittents du spectacle. Enfin, pour ce qui est de l'avenir du parc de matériel, nous doutons très sérieusement des propositions que la Région a pu porter auprès des conseils départementaux de la Corrèze, de la Creuse et de



la Haute-Vienne pour élaborer un projet de reprise alternatif, ancré sur le territoire, au service de ses acteurs... Il aurait pourtant été envisageable de monter une SCIC (Société coopérative d'intérêt collectif), associant l'ensemble des collectivités territoriales, qui sont parmi les premiers usagers du parc de matériel, et les acteurs culturels eux-mêmes". Plus globalement les salariés s'inquiètent du devenir de tout ce matériel qui a été financé par des fonds publics.

Le Limousin, grand perdant

L'année 2016 a vu également le sort de l'AVEC, au-delà du Parc de matériel, "régler" d'une certaine façon... Alors que le discours officiel tendait vers une fusion des agences culturelles de Nouvelle Aquitaine, la réalité était tout autre. Tout en tenant ce discours, la Région confortait tour à tour l'OARA (1) et l'A (2) sur l'extension de leurs missions, tandis que l'AVEC subissait une baisse de subvention et que ses projets d'extension restaient sans réponse. La réforme territoriale était annonciatrice de bouleversements pour l'Agence qui y voyait surtout de multiples opportunités de développement, tant pour les acteurs du territoire que pour ses salariés qui se rappellent amèrement les discours tenus avant la fusion des trois régions : "Nous avons encore à l'esprit la campagne des régionales en 2015, où M. Gérard Vandembroucke, président d'alors de la Région Limousin, organisait de grands raouts, de grandes assemblées thématiques, véritable câlinothérapie collective de tous les acteurs du territoire, afin de nous rassurer, de nous garantir que le Limousin ne serait pas oublié... Ainsi, M. Vandembroucke annonçait-il la création d'une fédération des agences culturelles régionales... On devrait le savoir, d'autant plus en cette période d'intense activité électorale : les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent". On se demande aujourd'hui quelle est la position de M. Vandembroucke, en tant que premier vice-président du conseil régional de Nouvelle-Aquitaine, qui plus est, en

charge de l'aménagement du territoire, quant à la disparition programmée d'une agence de l'ex-Limousin.

Citoyens de seconde zone

Et puis il y a la question du personnel de l'AVEC. La Région évoquait des pistes de reclassement pour l'ensemble des salariés (qui sont de droit privé, donc non fonctionnaires), que ce soit au sein d'autres structures telles l'APMAC ou l'A, ou au sein des services de la Région. Mais en réalité la Région se focalise uniquement sur les aspects financiers et purement comptables de l'affaire. Pour les salariés de l'AVEC "votre préoccupation quant au devenir réel des salariés ne nous semble aujourd'hui que purement de façade." Tout cela devient particulièrement lassant et anxiogène pour l'ensemble des salariés de l'AVEC en Limousin qui interrogent : "Que devons-nous dire à nos partenaires ? Que dire aux compagnies ou collectivités territoriales souhaitant réserver des pianos ou autre matériel au parc pour l'année prochaine ? Que dire aux contributeurs de culture-en-limousin.fr ? Que dire aux structures que nous sollicitons dans le cadre de GéoCulture : des contenus nécessitant un investissement certain, qui visent à être pérennes, risquent-ils d'être mis à la poubelle dans six mois ? Que dire aux compagnies et autres structures culturelles et artistiques que nous accompagnons ? Que dire à nos partenaires de Dynamiques des arts vivants en Massif central ? Nous sommes plus qu'attachés aux actions que nous menons, aux projets que nous portons, parfois depuis de nombreuses années... Cet attachement se double d'un investissement bien au-delà du cadre strictement professionnel. La décision prise par le conseil régional constitue une marque de mépris pour notre engagement, pour le territoire sur lequel nous œuvrons ; elle constitue un véritable gâchis, tant des énergies déployées par les salariés de l'AVEC en Limousin, que des liens noués avec de nombreux acteurs culturels et artistiques du territoire limousin ou des partenaires à

différentes échelles, notamment sur le territoire du Massif central... En tant qu'acteurs culturels et plus encore en tant que citoyens, nous ne pouvons qu'exprimer le sentiment que nos territoires et les acteurs qui le composent et le font vivre ne sont que bien peu respectés par vos méthodes, par votre conception de la politique ; par là même, vous contribuez à reléguer leurs habitants comme des citoyens de seconde zone. Il n'est qu'à voir les messages de soutien que nous recueillons aujourd'hui : rares sont ceux qui ne partagent pas le sentiment d'un abandon... Ainsi, à ce sentiment de gâchis que nous vivons, viennent se greffer des relents de défiance si ce n'est de dégoût."

L'AVEC en chiffres

- Une subvention de la Région Nouvelle-Aquitaine à hauteur de 0,037 % de son budget (83 % du budget de l'AVEC);
- Plus de 30 ans d'action sur le territoire limousin;
- 670 sorties de matériel;
- Environ 120 000 € HT de chiffre d'affaire;
- Près de 300 adhérents au parc de matériel scénique;
- 100 intermittents du spectacle recensés sur son annuaire des intermittents;
- 18 salariés.

(1) L'OARA (Office artistique de la région Aquitaine, devenu depuis la fusion Office artistique de la région Nouvelle-Aquitaine) qui se targue sur son site d'avoir "pris la pleine mesure de son nouveau territoire d'intervention qui réunit désormais les ex-régions Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes". (<http://oara.fr>)
(2) L'A est l'agence culturelle de Poitou-Charentes, l'homologue d'AVEC dans cette région. Elle est désormais l'Agence culturelle de Nouvelle-Aquitaine. (<http://www.la-nouvelleaquitaine.fr>)

En savoir plus :
La tribune des salariés de l'AVEC : <http://sans-lavec.fr>.

On n'est pas des bêtes !

Depuis quelques années, les animaux et ce qu'on en fait ont pris une place importante dans le débat public. Abattoirs et élevages industriels pointés du doigt, essor de la restauration végétarienne ou végane, souci du bien-être animal... La question est sortie des cercles restreints des défenseurs de la cause animale et préoccupe philosophes et historiens, politiques et citoyens. Ici, sur le Plateau, comment voyons-nous les choses ? Jean-Luc Seigniez, éleveur à Saint-Julien-le-Petit (87) nous donne son point de vue, Guillaume Betton nous explique comment cette question a été prise en compte dans le projet de pôle-viandes, et Franck Patinaud inscrit cette question dans le temps long de l'histoire.

Notre comportement à l'égard des animaux est le miroir de notre propre dignité humaine

Pour Jean-Luc Seigniez, éleveur en Haute-Vienne, la question du bien-être animal met en évidence une perte de repères et de sens dans notre relation avec les animaux domestiques.

Dès son origine l'élevage a été un élément déterminant de l'amélioration de la vie des hommes. C'est sans doute ce qui a présidé à la domestication : celle du chien, auxiliaire à la chasse, sentinelle et défenseur, celle de la chèvre et de la brebis pour le lait et la laine et celle de toutes sortes d'autres espèces comme bêtes de somme des peuples nomades et forces motrices des cultivateurs. Ne pas élever les animaux dans les meilleures conditions pour ceux-ci revenait ainsi à se nuire à soi-même.

Compagnonnage à bénéfice mutuel

Les avantages obtenus par l'éleveur s'équilibraient par des contraintes et des devoirs : protection, alimentation et soins divers. L'éleveur était guidé en cela par l'observation de chacune des espèces dans son milieu, la compréhension de son comportement naturel et le respect de ses spécificités. On peut penser ici à la phrase de Bacon "On ne commande à la nature qu'en lui obéissant"... Ce compagnonnage à bénéfice mutuel a constitué en quelque sorte un pacte tacite entre l'homme et l'animal. À ce titre, le terme élever que l'on utilise aussi en parlant de nos enfants, mérite qu'on s'y arrête : ne s'agit-il pas de transformer en portant à un niveau jugé supérieur ? Il est indéniable que l'animal que l'on élève, en tant qu'individu et au fil des générations, se différencie progressivement de l'animal sauvage. Outre les aspects physiques de ce phénomène, ce sont les évolutions comportementales qui sont frappantes. Par exemple, certains instincts s'amenuisent ou se transforment à mesure que la dépendance à l'homme s'installe ou encore, des comportements plus individuels se font jour. 35 ans d'expérience d'éleveur me font penser que quelque chose de notre humanité passe peu à peu chez les animaux que l'on élève véritablement.

La rupture du pacte ancestral

En matière d'élevage, le basculement est assez récent. En cherchant à optimiser ses productions, l'éleveur moderne est devenu "intensif" voire "industriel". Ce faisant il a ignoré et rompu le pacte ancestral, oublié certains de ces devoirs et la notion de réciprocité. Ainsi, au lieu de continuer à organiser l'élevage en fonction des besoins physiologiques et de l'intégrité de l'animal, il s'agit d'adapter l'animal à des conditions d'élevage pré-établies dans une optique de rationalisation et de profit maximum supposé (notons au passage que ceci est un raisonnement de filière dans lequel l'éleveur n'est pas forcément le premier gagnant...). Ainsi on coupe des cornes, des queues, des becs, des ongles, tout ce qui semble poser problème ou paraît inutile ; ainsi on se soucie peu que la vache mange en déambulant, que la chèvre aime l'escalade, que le cochon fouille le sol et qu'il est joueur, que la poule gratte, gobe des insectes et que nombre de ces espèces vivent dans des organisations sociales qui leur sont propres. Leurs condi-



tions de vie sont de plus en plus artificielles car soi-disant plus maîtrisables. L'animal est ainsi réduit à une machine à produire, voire uniquement à de la matière. C'est le règne de la chose. Si on s'interroge légitimement sur le bien-être des animaux dans ces univers concentrationnaires, il faut également penser aux conditions de travail qui y règnent car c'est une seule et même logique qui s'impose. La phrase d'une chanson de Julo Beaucarne prend ici tout son sens : "Rien de ce qui fait l'aliénation humaine ne sera épargné aux animaux de basse-cour". On serait tenté de rajouter : et réciproquement.

Reconnaître la nature profonde de l'animal

Dans le même temps et de façon un peu schizophrénique, les animaux de compagnie acquièrent quasiment un statut de personne, révélant par là certains grands vides affectifs de notre société. Cela n'est pas sans poser d'autres problèmes de bien-être si on en croit l'essor de l'activité des comportementalistes et autres psy pour animaux qui doivent soigner autant et quelquefois d'abord les maîtres. Il y a pourtant une voie entre utilitarisme et anthropomorphisme. C'est celle qui commence par reconnaître la nature profonde de l'animal en se rappelant que son étymologie le relie au monde de l'âme (anima en latin), à prendre au sens d'état intérieur. La faim, la soif, la curiosité, la peur, le jeu, la tristesse, l'affection, la joie, etc, ainsi que l'immense palette des instincts, modèlent le comportement des animaux jusqu'à en faire une "signature" de l'espèce si bien mise en scène par La Fontaine. Les animaux sont également extrêmement réceptifs aux états d'âme de ceux qui les côtoient, notamment des humains. Il n'est

pas indifférent en effet d'être dans un état intérieur apaisé voire empathique avec des intentions claires pour faciliter leur manipulation ou leurs soins.

Positiver les normes internationales

Sur notre ferme nous cherchons à avoir des conditions d'élevage qui positivent les normes internationales retenues en matière de bien-être animal :
- non seulement ne pas souffrir de la faim ou de la soif mais apporter une nourriture de qualité, équilibrée et adaptée à la nature de l'animal (en son temps, l'aberration de nourrir des ruminants avec des farines animales n'avait choqué ni les chercheurs ni les techniciens).
- ne pas souffrir d'inconfort par l'aménagement adéquat des bâtiments mais aussi à l'extérieur (préservation ou installation d'abris naturels par exemple).
- ne pas souffrir de douleurs, blessures ou maladies et ne pas éprouver de peur ou de détresse sont en fait des résultantes des bonnes conditions d'élevage exposées plus haut.
- pouvoir exprimer les comportements naturels propres à l'espèce oblige à des choix qui peuvent être exigeants. Ainsi, nos vaches ont 20 % d'espaces de vie en stabulation en plus que ce qui est habituellement préconisé et disposent d'un modèle de cornadis qui permet l'engagement de la tête d'une façon plus naturelle. Bien que nos vaches aient toutes leurs cornes, le niveau de stress dans le troupeau reste faible. Cela tient également au fait que les animaux ne sont pas "poussés" tant pour l'élevage que pour l'engraissement : les rations alimentaires ne sont pas "sur-dosées" et donc moins excitantes. Le stress éventuel dû à l'agitation lors de la distribution de nourriture est limité par un protocole très précis qui consiste à servir et entraver les animaux dominants par ordre décroissant. Cette méthode est plus exigeante en temps et en

attention mais permet de garder le calme du troupeau et son organisation naturelle ; nous y gagnons la connaissance parfaite de la hiérarchie du groupe ainsi que celle des tempéraments des individus qui le composent et utilisons cette connaissance pour faciliter les manipulations et déplacements du troupeau. Pour améliorer l'apprentissage des jeunes et pérenniser leurs bonnes réactions, notre attention se porte sur l'observation de rythmes réguliers et de rites, c'est à dire : toujours faire de la même façon. À la question "comment apprivoiser ?" n'est-ce pas le Renard qui enseigne l'essence de l'élevage au Petit Prince et déclare qu'il faut des rythmes et des rites !

"On est responsable pour toujours de ce qu'on a apprivoisé"

Enfin, dans la mesure du possible, nous préparons les animaux aux situations inconnues qui peuvent les attendre. Par exemple la bétailière ne sert qu'à les conduire à l'abattoir. Un ou deux jours avant, celle-ci est mise en présence de l'animal afin qu'il finisse par y monter et descendre librement. Cette familiarisation diminue grandement le stress au chargement. Mais c'est parce qu'à l'arrivée il y a encore beaucoup à faire que nous nous sommes engagés, entre autres raisons, dans le projet du "Pôle Viandes Locales" qui fait du respect et de la dignité des animaux des préoccupations majeures. Car, c'est encore le Renard qui parle, "on est responsable pour toujours de ce qu'on a apprivoisé". La façon dont nous exerçons notre responsabilité à l'égard des animaux est un véritable miroir de notre propre dignité humaine... Et si certains doutent que les animaux aient besoin des hommes, il est certain que nous avons toujours besoin d'eux, tant sur le plan matériel que sur le plan affectif, mais peut-être davantage encore parce qu'ils ont énormément à nous apprendre sur nous-mêmes.

Jean-Luc Seigniez

Pôle viandes locales de Bourganeuf : Les “Paysans résistants” inventent un nouvel outil pour abattre leurs bêtes

Les paysans du Pôle viandes locales de Bourganeuf ont imaginé avec des chercheurs spécialistes du stress et du comportement animal un prototype pour améliorer les pratiques d'abattage actuelles. Ils ont bénéficié des conseils de l' Association en faveur de l'abattage des animaux dans la dignité (AFAAD) et noué un partenariat avec une société spécialiste de la contention animale dans les zoos, où le soin de l'animal est au centre de toutes les attentions. Voici leur témoignage.

Bourganeuf, juillet 2017. Des paysan-n-e-s, une chercheuse de l'INRA spécialiste reconnue de la question du stress animal en abattoir, une chercheuse de l'INRA éthologue experte dans le comportement des animaux, les services vétérinaires de l'État, un représentant de l'AFAAD (Association en faveur de l'abattage des animaux dans la dignité), une société spécialisée dans la construction des équipements zoologiques, une autre dans la robotique constituent le conseil scientifique mis en place pour la conception d'un prototype améliorant les conditions d'abattage.

Contre la tauromachie dans les abattoirs

Sur l'écran vidéo un film est projeté : une peluche de vache est posée à différents endroits d'une table. Une pastille rouge posée à l'endroit optimum, sur sa tête. À chaque fois, venant de là où même la vision à 330° du bovin ne peut l'apercevoir, un bras robotisé vient placer un tube exactement sur la pastille. Rapide, sans bruit, avec une précision sans erreur. Là, à ce moment précis, nous savions tous que nous avions trouvé une solution pour améliorer les choses, en finir avec la tauromachie dans les abattoirs. Car oui, en ce moment même, voilà comment cela se passe : quatre cloisons, un animal qui voit un inconnu avec un matador, des bruits qui résonnent dans le hall, l'odeur du sang des congénères qui remonte, partout des phéromones indétectables par les humains, et l'animal qui voit le danger. L'homme doit agir vite, ajuster au mieux son coup. Pas de caricature. Parfois cela se passe vite, et sans trop de stress, mais pas toujours. Des vidéos de ratés il y en aura d'autres...

Souffrance animale

Des vidéos volées de souffrance dans les abattoirs, aujourd'hui nous en avons tous vues. Nous nous sommes indignés

Les paysans du Pôle Viandes Locales veulent abattre leurs animaux dans la dignité, avec le moins de stress possible et sans souffrance physique

de la souffrance animale, sans oublier les conditions de travail de ceux qui font un métier difficile. Certains auront fait le choix personnel - on peut le respecter ou au moins ne pas le juger, nous ne sommes pas obligés d'être tous d'accord pour vivre ensemble - de ne plus manger de viande. Mais si plus personne ne mange de viande, les animaux ne mourront certes plus, mais ne vivront tout simplement plus également, ou alors que quelques-uns, dans des zoos. Alors la plupart d'entre nous sommes restés sans solution pour éviter cela. Omnivore, je n'en suis pas pour autant irresponsable, je fais attention au sens que je donne à ma consommation, je limite mes quantités et lutte contre le gaspillage alimentaire. Mais moi, là, devant mon écran, tout de suite, sans attendre des années un changement des pratiques à l'échelle planétaire, que puis-je faire pour changer cela ?

Le studio

Les paysans du Pôle viandes locales se sont posé la question. Pas de réponse théorique, d'injonction ou de doctrine. Juste le souhait très concret de voir abattre leurs animaux dans la dignité, avec le moins de stress possible et sans souffrance physique. Alors, ils ont construit leur propre abattoir. Chez nous, maître et témoin. Mais le budget de 80 000 € qui devait permettre d'acheter un de ces box comme on en trouve ailleurs n'a plus été suffisant. Il a fallu trouver des chercheurs pour savoir, des inventeurs pour faire. 63 000 € d'études. Puis, il faut passer de l'idée à l'acte. Restait 17 000 €. Bardage en bois, parement en pierre, bordures sur les trottoirs, buisson, jusqu'à la pelouse, le projet a été littéralement dénudé. Exit l'esthétique. Ce qui compte ce n'est pas ce que l'on donne à voir, mais ce que l'on fait. Et tant pis si certains préfèrent l'inverse. On s'adresse à ceux qui ont plus de dedans que de paraître. On arrive à former une en-

veloppe supplémentaire de 100 000 €. Avec cette somme, nous pouvons financer ce que l'on appelle le studio. C'est-à-dire le box où l'animal sera étourdi, dans un espace clos, avec une lumière tamisée, un endroit où les bruits ne passent pas, ni l'odeur du sang, et où il y a plutôt des diffuseurs d'odeurs naturelles, un haut-parleur et un écran vidéo en horizon. Tout est cloisonné, maîtrisé, à hauteur de perception de l'animal : l'endroit n'est plus effrayant.

100 000 ^ : à vous de jouer !

Reste ce bras robotisé. Qui descendrait du toit. L'opérateur est en dehors de la cabine. L'animal n'est pas mis en contact avec un inconnu. Sans le voir, dans un environnement en paix, l'animal peut être anesthésié par

étourdissement. Encore 100 000 € ! On ne peut plus faire seuls ce dernier effort pour finaliser le prototype. Pour le financer nous avons lancé une souscription et pour expliquer notre démarche écrit un livre téléchargeable sur notre site. Vous pouvez agir. Faire changer les choses, là maintenant, et pour que partout ailleurs dans quelque temps nous fassions un grand pas vers plus de respect,

Guillaume Betton
www.lesviandespaysannes.net

Visite d'élus régionaux et locaux dans la future salle d'abattage



Un livre témoignage

Guillaume Betton, membre depuis les origines et président actuel du collectif, parle sans langue de bois du combat pour faire émerger en Creuse un outil conçu et détenu par les paysans eux-mêmes pour se rendre autonomes vis à vis des intermédiaires de la filière industrielle. Succès, soutiens populaires et politiques, mais aussi fausses pistes et lobby, découvrez les coulisses de 10 années d'un collectif qui réinventera la lenteur et le respect dans chaque étape de la production. Résultant d'un entretien itinérant sur les lieux emblématiques qui ont marqué l'histoire du collectif le livre est téléchargeable gratuitement sur le site du collectif.



Les animaux ont une histoire

En 1984 Robert Delort publie un livre qui fera date : Les animaux ont une histoire. Ce livre pionnier - toujours d'actualité - a inspiré plusieurs études consacrées à l'histoire des rapports entre l'homme et l'animal. Franck Patinaud nous invite à le (re)lire.

Cet historien discret mais prolifique a des centres d'intérêts très variés, de Venise à l'histoire du "petit" peuple. Son histoire des animaux se présente en quatre parties. La première, théorique et érudite, pose les problèmes, les sources et les méthodes de cette histoire si particulière. Les trois parties suivantes, présentent l'histoire d'espèces significatives: moustiques, abeilles, loups, éléphants, chats, chiens... Vient enfin la partie sans doute la plus novatrice de l'ouvrage, sobrement intitulée "histoire des animaux et histoire des hommes". Déjà Grecs et Romains, pionniers dans tant de domaines, s'efforçaient de décrire, de classer, d'expliquer le monde animal. Homère n'est-il pas l'inventeur de "l'amour des animaux" quand il nous décrit en vers si émouvants les retrouvailles d'Ulysse et de son chien Argos ?

L'animal a sa place, à côté, contre ou avec les hommes

Delort s'attelle à une tâche ardue : étudier la relation homme/animal par l'analyse des mentalités et des traitements symboliques. Il insiste sur la domestication - véritable révolution dans l'histoire des hommes et des animaux - celle-ci ayant pour buts premiers la nourriture et l'exploitation des "matières premières". Cueillette, chasse, pêche, sport et sacrifices impliquaient une "utilisation" ponctuelle de l'animal. La domestication implique quant à elle "un lien spécial et anormal" entre l'humain et l'animal, visant l'appropriation, l'utilisation de ce qu'il produit. Mais la domestication crée un lien de familiarité et supprime la peur éprouvée par l'homme envers l'animal. La suite du livre présente une série de monographies sur des animaux dont il juge primordiale l'importance historique. On peut s'étonner de ne pas y trouver des espèces aussi cruciales que le mouton, le boeuf ou le cheval, compagnons indispensables à la vie d'antan.

Un mot rapide tout d'abord sur ces animaux qui ont vécu "à côté ou malgré l'homme". L'histoire du rat s'est avérée parfois dramatique pour notre espèce, à laquelle il a transmis la peste ; de même le moustique a longtemps été - est encore - vecteur de la malaria. Vis-à-vis de l'homme, l'attitude de l'animal peut être très diverse : indifférence, méfiance, attirance... Mais c'est généralement (même chez les grands animaux) la peur ou l'inquiétude qui l'emportent, le dauphin représentant un des rares cas d'animal anthropophile. Cependant, dans les sources écrites ou iconographiques, les animaux "agressifs" ont le plus souvent retenu l'attention. Certains ont pu attaquer directement l'homme, soit pour chasser l'intrus, protéger leurs petits ou se nourrir (tigres, crocodiles, requins...). Sans oublier ceux à l'origine de dégâts sur les plantes cultivées. Les plus redoutés sont les insectes qui



C'était la guerre des tranchées - Tardi - Éditions Castermann

provoquent pénuries et famines. Une des réponses de l'homme a été de considérer ces animaux comme la "bête ennemie". Sa plus ancienne réaction fut l'intimidation (par le feu), puis la prévention (épouvantail à oiseau) avant de passer à l'attaque spécifique, au couteau, au bâton, puis au piège, à la battue ou à l'arme de jet – dont le fusil de chasse est le dernier avatar.

L'exploitation de l'animal précède sa domestication

Cette exploitation visait à en tirer profit pour la nourriture. Puis ce fut une source de "matières premières" : corne, os, ivoire, cuir, peaux, fourrure, laine, soie... Ceci peut prendre la forme très archaïque de la cueillette de petits animaux (escargots, moules, chenilles...), une activité primitive qui débouchera sur une mise en valeur contrôlée, élevage ou apiculture par exemple. Plus élaborée apparaît la pêche - qui implique le plus souvent un outil (ligne, filet, barque) – elle a largement évolué jusqu'aux excès de la surpêche contemporaine, décimant les espèces et entraînant des conséquences dramatiques pour les équilibres naturels et les activités humaines. Ainsi, la surpêche industrielle des eaux mauritaniennes ou somaliennes engendre une perte de ressources pour les hommes des littoraux. Elle est l'une des causes de la reconversion des pêcheurs traditionnels vers des activités illégales, voire terroristes. De la pêche, on passe à la chasse, activité qui implique violence envers l'animal et recherche de profit, matériel ou alimentaire. Certes, la chasse visait à l'amélioration du quotidien, parce que le gibier améliore quelque peu l'ordinaire d'une table longtemps pauvrement remplie. Mais ses méfaits peuvent être dramatiques : que l'on songe à l'ivoire et les pertes irréparables sur la population sauvage d'éléphants ou, au XIX^e siècle, la quasi-disparition – dirait-

on le massacre ? – des bisons d'Amérique. En outre, la chasse implique forcément la possession d'armes, longtemps réservée aux aristocrates mais "démocratisée" par la Révolution française. Cette forme d'exploitation a cependant entraîné – mais bien tard dans cette longue histoire – des mesures de protection, dont l'efficacité reste toute relative. Combien d'espèces ont d'ores et déjà disparu ?

L'exploitation sportive est une forme ambiguë de la relation homme-animal. Celle-ci peut être pacifique (équitation) ou plus violente (courses de lévriers ou combats de coqs). On en connaît le paroxysme avec les atrocités de la corrida. Cruauté et absurdité se retrouvent également dans les jeux du cirque, de Rome à nos chapiteaux contemporains. Enfin, l'auteur évoque le sacrifice, qui consiste à "consacrer" (c'est-à-dire exécuter) un animal pour assurer une liaison entre le monde des hommes et le sacré. Le sacrifice animal a été une constante des sociétés antiques.

Domestication et apprivoisement entraînent un nouveau rapport entre la bête et l'homme

L'animal est exploité désormais sans volonté destructrice à court terme. L'existence animale s'en trouve profondément modifiée. La domestication implique l'isolement du milieu naturel, le confinement et l'apparition d'une certaine familiarité entre la bête et l'homme. Les animaux sont domestiqués pour leurs produits corporels – alimentation, artisanat et industrie - mais aussi pour leur énergie (traction). Le premier domestiqué fut le chien, dès la préhistoire, essentiellement pour la chasse et la protection. Puis, le mouton et le boeuf, premiers animaux élevés, fournissant laine, lait, travail, avant d'être utilisés – morts – pour l'alimentation. Delort insiste sur un point : la domestication accorde plus d'importance à l'animal vivant. On peut faire remonter l'origine de la domestication au Néolithique proche-oriental, quelques 7 000 ans avant J.C. Le cheval, plus rebelle et farouche, ne semble pas avoir été domestiqué avant – 3 500. L'élevage fut de plus en plus orienté vers l'alimentation carnée ; ce phénomène prend de l'ampleur en Europe au Moyen-Âge, surtout à partir du XI^e siècle. Outre les ovins, bovins, porcins, il ne faut pas négliger l'élevage d'oiseaux divers pour leurs œufs, ils présentent également l'avantage de produire des engrais naturels pour la fumure des sols. L'habillement et l'ornement profitent également de l'élevage. S'il n'est pas certain que la domestication tire son origine des besoins alimentaires, il semble que l'utilisation d'animaux pour leur énergie a été plus tardive. Celle-ci implique des techniques sophistiquées pour tirer la charrue ou accepter la monte. C'est une véritable prouesse que d'avoir domestiqué

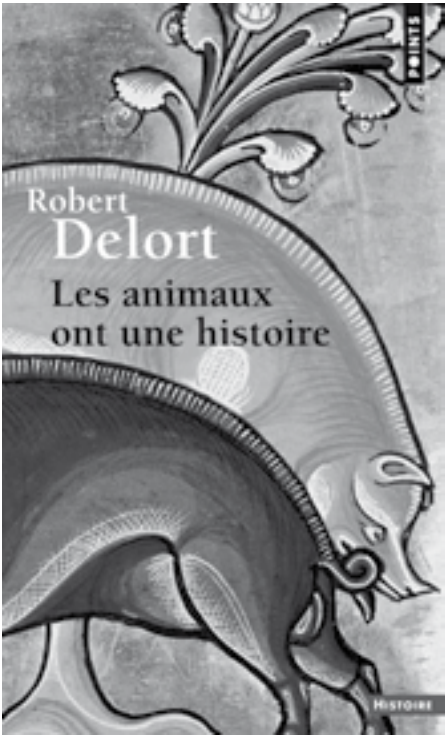
le cheval pour la cavalerie. Il existe des chevaux de guerre dès l'Antiquité égyptienne, les Hittites semblent quant-à-eux être à l'origine de la révolution du char, usage principal de l'animal dans l'Iliade. La féodalité a fait du cavalier le modèle du guerrier, à l'origine de la noblesse et de la domination seigneuriale sur les paysans. Il faut évoquer ici les lourds travaux agricoles qu'effectue le boeuf : labours, trait, défrichage, piétinement des grains sur l'aire.

La naissance de l'intimité entre homme et bête.

Enfin, du foisonnement de ce livre si riche, il faut extraire un aspect plus original de l'histoire des animaux : la naissance de l'intimité entre homme et bête. Le chien Argos, attend le retour de son maître Ulysse pour s'éteindre... à plus de vingt ans. La littérature nous montre l'amour de Balzac pour ses chats et tel tableau du XVIII^e siècle souligne avec tendresse l'affection d'un enfant, jouant avec son petit chien. On trouverait tout au long de l'histoire des exemples de cet amour des animaux. Cependant, c'est la cruauté exercée par l'homme qui impressionne. En Occident tout au moins, la domination sur l'animal reste une constante, domination exercée jusqu'à l'anéantissement d'innombrables espèces et il est à craindre que l'animal, objet de spéculation, soit de plus en plus asservi à l'homme dont il subit si souvent la tyrannie.

Franck Patinaud

Le livre de Robert Delort est édité aux éditions du Seuil dans la collection de poche Points Histoire.



Associations, sel de la terre ou bulle de savon ?

Le financement public de la vie associative est parfois considéré comme une dépense somptuaire. Même si chacun reconnaît bien volontiers l'utilité sociale d'un certain nombre d'associations, il n'est pas rare d'entendre ou de lire des propos remettant en cause ces financements. On a même vu évoquer une “bulle associative“, comme on parle de la bulle boursière, laissant entendre par là qu'il s'agit d'un phénomène néfaste pour l'économie, permettant à un certain nombre de personnes de vivre en se la coulant douce aux crochets de la société.

Supplément d'âme

Nous ne reviendrons pas ici sur l'utilité sociale des associations et le concours qu'elles apportent à la construction d'un espace de vie dynamique susceptible de conforter la vie des personnes habitant sur le territoire et de drainer de nouveaux habitants. Que serait la vie sans les associations ? Des crèches aux clubs de sport en passant par les associations d'accueil des personnes handicapées ou des personnes âgées, celles développant des activités de formation, de loisir, de culture ou permettant l'expression du spectacle vivant, toutes contribuent au bien vivre, à la rencontre, à l'échange et au brassage des populations. Oui, une vie sans associations est évidemment envisageable et l'on peut penser que laisser les lois du marché régenter l'aménagement du territoire réduirait la dépense publique. Mais à quel prix pour nos territoires ruraux et pour les populations les plus fragiles ?

10% de l'emploi, 4% du PIB

Examinons donc de plus près cette bulle associative qui utiliserait des financements publics de manière dispendieuse et inefficace. Rappelons qu'en France le secteur associatif emploie plus de 1 750 000 salariés, soit 10% de l'emploi salarié (chiffre 2015), à comparer par exemple au 1 150 000 salariés du secteur du bâtiment. Le budget consolidé de l'ensemble des associations représente environ 80 milliards d'euros, soit plus de 4 % du PIB (chiffre 2015). C'est l'équivalent du budget de l'agriculture. Les financements publics représentent, toutes sources confondues (subventions, conventions, prestations de services, etc.) 49% des ressources. Mais ce chiffre cache de grandes disparités suivant les secteurs

En millions d'€	% ressources publiques
Economie et développement local	71 %
Action caritative humanitaire	60 %
Culture	40 %
Défense des droits et des causes	34 %
Loisirs et vie sociale	26 %
Sports	23 %
Ensemble	49 %

Si les secteurs caritatif ou celui de l'action sociale et santé sont très dépendants des financements publics, on voit que les secteurs de la culture et encore plus ceux des loisirs, de la vie sociale et des sports s'appuie sur une marge d'autonomie financière produite par leur activité beaucoup plus importante. Un euro d'argent public mobilisé, génère pour ces derniers secteurs 3 euros de ressources propres. La dépendance du secteur associatif vis à vis de l'argent public est donc globalement à relativiser et, pour les secteurs associatifs les plus autonomes pas si éloignés que cela de ce que reçoivent certains secteurs de l'économie à but lucratif comme celui de l'agriculture par exemple. Rajoutons que pour les secteurs recevant le plus d'argent public (action sociale, santé, action caritative), il ne s'agit pas d'argent « perdu » mais d'investissement réalisé dans des politiques de santé, de solidarité et d'accompagnement de populations exclues.

Enquête sur le territoire

Qu'en est-il plus précisément sur le territoire de la Montagne Limousine ? Serait-il un

lieu de refuge pour égo-centristes impénitents qui détourneraient des fonds publics à leur seul profit et sans effet positif sur la collectivité qui les accueille, comme le prétendent certains ?

Pour mesurer les effets économiques de l'action associative locale, le collectif d'associations “Associations-nous“ a décidé de lancer une enquête auprès de ses membres. Ce collectif regroupe une quarantaine d'associations de tous horizons intervenant dans l'action sociale, la santé, l'animation sociale, la formation, le développement local, la promotion de la culture ou encore l'économie sociale et solidaire. Même si le travail d'enquête n'est pas encore terminé, on peut déjà, à partir des données recueillies sur 17 des 40 associations de ce collectif, en tirer les quelques enseignements que nous reproduisons ci-dessous. Précisons que ce collectif ne compte pas dans ces rangs les grosses associations d'accueil et d'hébergement de personnes âgées et/ou dépendantes. On sait que celles-ci sont de grosses pourvoyeuses de main-d'œuvre puisqu'une personne hébergée génère un emploi équivalent temps plein, et qu'elles sont donc un atout précieux pour l'économie globale du territoire.

Acteur économique à part entière

L'enquête confirme qu'à côté de ces associations d'hébergement, la vie associative du plateau de Millevaches est aussi un employeur important du territoire puisque les 17 associations ayant déjà répondu emploient 60 salariés. Et contrairement à une idée reçue, les 2/3 de ces emplois sont des CDI ne relevant d'aucun dispositif d'emplois aidés. Du point de vue budgétaire, ces associations se situent un peu au-dessus de la moyenne nationale puisque les financements publics représentent 54 % de leurs ressources. Sur un total de budget de 1,65 millions d'euros, les ressources propres (cotisations, dons, ventes de produits, etc.) de ces associations représentent donc 760 000 euros tous les ans. L'activité produite par ces associations est le fruit du travail des salariés des associations mais aussi celui de leurs nombreux bénévoles. Une moyenne de 50 bénévoles actifs par association ont passé 26 000 heures à la gestion et 33 000 heures à la conduite de projet, soit un total de près de 60 000 heures représentant un apport en bénévolat valorisé de l'ordre de 600 000 €/an. De 24 à 277 adhérents suivent chacune des associations qui touchent jusqu'à 4 500 usagers pour les plus importantes.

Agent de développement local

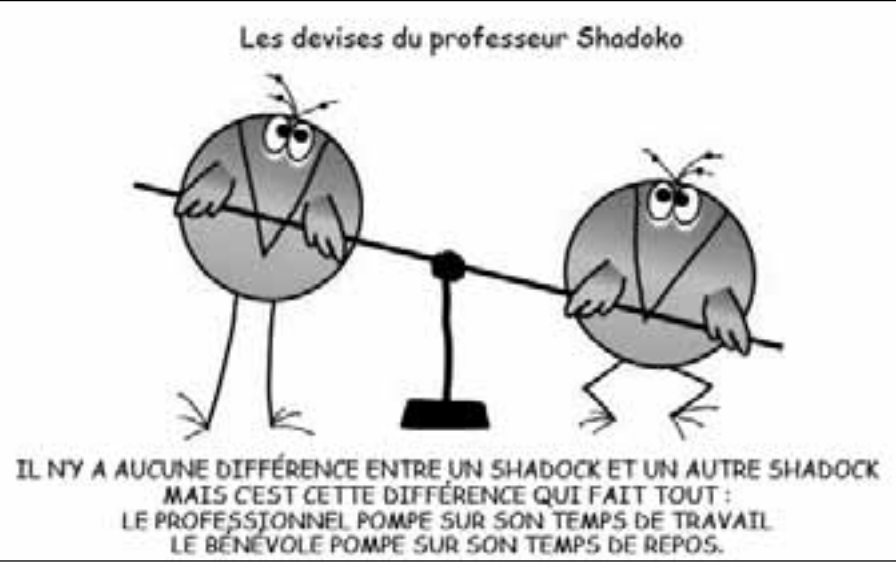
D'un point de vue économique, quelles sont donc les retombées locales de cette activité associative ? Globalement les autres acteurs économiques du territoire sont, de loin, les premiers bénéficiaires de l'ensemble de cet apport économique de 1,65 million d'euros annuel. Par l'apport des salariés de ces associations tout d'abord. Ils consomment sur le territoire où ils paient aussi leurs taxes et leurs impôts. Soulignons que 2 sur 3 sont propriétaires de leur logement, ce qui veut dire qu'en plus, ils s'inscrivent dans un projet de vie à long terme. Parent d'une centaine d'enfants, ils dynamisent la démographie locale et permettent la pérennisation des écoles.

Par ailleurs, pour exercer leur activité, chaque année, ces associations dépendent 75% des 450 000 € annuels de prestations de service et d'achats auprès de fournisseurs locaux dans leur environnement proche. De même elles réalisent plus de la moitié de leurs investissements (350 000 euros annuels) auprès d'artisans ou commerçants de l'ex-Limousin.

Ne pas scier la branche sur laquelle...

Au total, ce sont près de deux millions d'euro par an qui sont injectés dans l'économie locale, au bénéfice de l'activité des artisans, commerçants et producteurs locaux. Et nous ne parlons ici que de l'apport financier généré par 17 associations ! Notons simplement que sur un territoire comme celui de la Montagne limousine on estime à plus de 1 500 le nombre d'associations vivantes dont au moins 20 % sont employeuses. N'allons pas plus loin dans les chiffres si ce n'est pour confirmer qu'à côté du rôle social incontestable qu'assume la vie associative son impact économique sur un territoire comme le nôtre est considérable. Pas question de remettre en cause les autres secteurs économiques que ce soit celui des producteurs agricoles, des commerçants ou des artisans. Nous voulions simplement par cet article alerter l'ensemble des acteurs du territoire sur l'interdépendance économique dans laquelle nous vivons. Alors plutôt que de dénigrer systématiquement ce que font les autres mieux vaut essayer de réfléchir ensemble à la manière d'en faire un atout pour notre vivre ensemble. Chiche ?

Alain Détolle



Chronique d’une mort annoncée... des associations

Nous pressentions depuis quelques années que le dispositif d’aide aux emplois associatifs mis en place par la région Limousin subirait des modifications importantes à son échéance de 2020. C’était sans compter sur “l’essorage“ de la nouvelle région Aquitaine et d’un PS moribond qui prend le virage du néo-libéralisme macronien.

Dans l’univers où tout se monnaie, les associations, comme les entreprises doivent produire si elles veulent survivre. C’est oublier très vite l’état désastreux du monde rural où toutes les structures de service public sont mises à mal, voire inexistantes. Les associations sont parfois les seules qui maintiennent un lien social sur le territoire face à certains élus qui fuient leurs responsabilités (“Vous savez, la crise...”) et se réfugient derrière le dynamisme des bénévoles locaux pour faire croire que tout va bien. L’accompagnement social, les actions culturelles, les radios et télévisions locales, le développement du territoire, l’imagination et la créativité sont supportés par les associations, qui grâce à l’aide régionale de l’emploi associatif, ont

pu mettre en place des actions multiples et salarier de nombreuses personnes. Les exemples sont nombreux. Prenons un cas parmi d’autres. L’association les Plateaux Limousins, à Royère-de-Vassivière, bénéficie d’un emploi associatif (13 080 €/an) avec une convention jusqu’à 2020. Cette aide a permis de mettre en place des actions et de dynamiser l’association. Pour rappel : il y avait un salarié en 2003, l’équipe actuelle est de 5 salariés ! Divers salariés se sont succédés sur ce poste depuis sa création, ce n’était qu’une formalité avec les services de la région de changer le titulaire du poste et le contrat continuait. Mais brusquement, lors d’un changement de salarié en avril 2017, plus question de changer sans passer par une commission d’élus sur instruction

de dossier par des techniciens, sous peine de se voir supprimer cet emploi. La dite commission doit se tenir le 3 mai, on se dit attendons un peu... La commission est reportée au 12 mai... On attend toujours, avec un salarié en panne et une structure qui peine ! Fin juin on nous annonce que le contrat est renouvelé, mais pour un an seulement ! C’est quoi le respect des conventions ? Le fait du prince ? Les splendeurs de la région Nouvelle Aquitaine ! Les faits se produiraient en sens inverse nous subirions les foudres de l’enfer et la suppression de toute aide ! Cerise sur le gâteau, pour certaines associations cette aide, auparavant, était versée régulièrement, mais elle est désormais versée en deux fois : 50 % en début d’année

et 50 % en fin d’année. Et on fait quoi au mois de juillet ? Les trésoreries des associations étant souvent tendues que va-t-il se passer ? Les modalités de versement sont différentes d’une association à l’autre, pourquoi ? En 2018, une nouvelle aide sera attribuée pour une création de poste : 21 000 € pour 3 ans et dégressive (8 000, 7 000 puis 6 000 €). Etrange le fonctionnement de cette métropole qui connaît vraiment peu les territoires qu’elle gère et qui veut à tout prix uniformiser les aides aux associations sur une région aussi vaste où, selon les lieux, les demandes et les besoins sont différents. C’est l’éternel nivellement par le bas.

Michel Bernard

Chroniques d'exils



LA GUERRE AUX MIGRANTS

Europe forteresse :
une politique inhumaine, inefficace, couteuse, meurtrière !

En octobre 1999,l'UE via le “processus de Tampere“ met l'accent sur les politiques d'asile et de migration, et porte l'idée que, pour réduire les tentations aux départs, il faut améliorer les conditions de vie des habitants dans leurs pays d'origine: lutter contre la pauvreté, favoriser la création d'emplois, soutenir les structures démocratiques. Un système d'asile commun, sur la base de la Convention de Genève, est également initié. “Le Conseil de Tampere souligne que la liberté, la sécurité et la justice dont jouissent les citoyens de l'UE doivent être accessibles à ceux qui, poussés par les circonstances, demandent légitimement accès au territoire de l'Union“. Ces propos vertueux sont de moins en moins actuels. Depuis des années l'UE passe des accords avec différents pays tiers (processus de Rabat (2006) puis de Khartoum (2014), accords de La Valette (2015 et 2016), accord Turquie UE (2016), accord UE l'Afghanistan (2016) prévoyant le renvoi de 70 000 personnes etc.). Le but consiste essentiellement à empêcher les migrants de rejoindre l'Europe, en les incitant à rester dans leur pays d'origine et favoriser les expulsions en signant des accords de réadmission. D'un côté, l'UE finance des formations de surveillance, de formation policière et des projets de développement. De l'autre, ces pays renforcent leurs patrouilles aux frontières et établissent des camps (le sort des migrants africains au Maroc est largement documenté !). En Afrique de l'est, les pays concernés sont des dictatures ou des pays en guerre (Érythrée, Libye, Soudan du Sud, Éthiopie), un rôle pivot étant donné au Soudan, en guerres civiles depuis plus de trente ans et dont le dictateur est recherché par la Cour Pénale Internationale pour génocide et autres crimes. Ce serait un ancien Janjawid (milices proches du gouvernement et responsables d'exactions graves au Darfour) qui serait chargé de la surveillance à la frontière libyenne ! Ce sont ces pays que l'UE cherche à empêcher leurs ressortissants de fuir, et ceux des pays voisins de se rapprocher de l'Europe. Certains états membres passent des accords directement avec les pays tiers : l'Allemagne, a le projet de financer la création de deux centres de rétention au Soudan et de fournir à la police soudanaise des technologies de contrôle sophistiquées. L'Italie a négocié avec le Soudan un accord de réadmission facilitant les expulsions. Les propositions de traiter les demandes d'asiles à partir de ces pays apparaissent irréalistes puisqu'ils n'ont pas de législation sur la question. Avec le laissez-passer européen (LPE) (2017), l'UE marque une étape supplémentaire de la stratégie d'externalisation de sa politique migratoire. Ce document de voyage, délivré par les Etats membres de l'UE - et eux seuls -, permet d'expulser une personne sans qu'elle ait été identifiée par le pays “tiers“ dont elle est supposée être originaire, et donc sans laissez-passer consulaire, au mépris de ses droits et du principe d'égalité entre Etats souverains.

Enfin l'Italie vient de passer un accord avec la Lybie (où les migrants sont enfermés, battus, violés et vendus en esclavage), et la Libye a élargi son espace de surveillance à 100miles de ses côtes interdisant l'accès et menaçant les bateaux de sauvetage des ONG qui viennent pour la plupart d'interrompre leurs missions..... La distance de 100miles ne peut pas être atteinte par les bateaux pneumatiques actuellement utilisés par les passeurs depuis que l'Europe détruit les bateaux de bois. Pour la première fois, l'Aquarius encore sur zone n'a vu aucune embarcation, on ne sait pas ce qu'il advient des candidats au départ.



ouvrirait les frontières ? Les passeurs n'auraient plus de raison d'être. Les personnes viendraient, tenteraient leur chance et pourraient repartir si elles le souhaitent, sans dette au pays, la tête haute, sans compter que l'argent envoyé à la famille ferait bien plus pour l'économie locale que bien des programmes de développement. Les politiques actuelles ne font que créer des clandestins, générer de la précarité et de la souffrance. Elles enferment ceux qui arrivent ici dans une nasse dont ils ne peuvent sortir. Dormons en paix ! Notre président nous promet des rues propres, débarrassées des demandeurs d'asile non hébergés, envoyés dans des centres de tris, une accélération des procédures d'asile sans d'ailleurs préciser avec quels moyens ni quelles garanties, (cf. article précédant sur les déboutés persécutés au pays), une meilleure application des accords Dublin, et l'expulsion systématique des déboutés.... Pendant ce temps au niveau local, les usines à créer des déboutés (les CADA, en dépit du dévouement de leurs personnels qui ne font que subir la situation) continuent de fonctionner, les hébergements saturent, les OQTF s'accroissent, les titres de séjour n'arrivent pas et sont précaires, les exilés dépriment et nous avons bien du mal à suivre. Sans doute faudra-t-il réfléchir à d'autres formes de solidarité et d'actions.

Cimade Eymoutiers : eymoutiers@lacimade.org - 06 41 45 66 17
MAS Eymoutiers : contact@assomas.fr - 06 78 73 53 04
Cimade Peyrelevade : peyrelevade@lacimade.org - 07.78.54.28.74
MAS Peyrelevade : lemaspeyrelevade@riseup.net

1917 : Le Limousin et la révolution russe

Les Ardents éditeurs publient un fort bel ouvrage sur le Limousin et ses liens avec la révolution russe de 1917. Nous publions la préface de l'historien Dominique Danthieux, comme une invitation à la lecture d'une double histoire limousine : celles des mutins de La Courtine et celle de Marcel Body

Quels rêves portent les hommes ? À cette courte question, il n'est pas de réponse simple. La croyance en un monde meilleur insuffla l'espérance à nombre d'individus de bonne volonté. L'utopie avait montré la voie. Cette juste société était d'abord sortie de l'imagination des plus visionnaires. Mais les marxistes avaient renvoyé ces aimables utopistes à leurs théories brumeuses. Les disciples du philosophe allemand pensaient la politique et l'étude des sociétés selon les canons de la science. Karl Marx avait démontré dans ses œuvres que du fonctionnement du capitalisme découlait toute l'organisation sociale. Et les événements de l'année 1917 semblaient lui donner raison. Depuis bientôt trois ans, le monde avait plongé dans une effroyable guerre quand le vieil empire russe vacillait. La révolution de février 1917 chassait le tsar Nicolas II et bientôt celle d'octobre “ébranlerait le monde“, pour citer le journaliste John Reed. L'insurrection prolétarienne achevait le cycle ouvert par la révolution “bourgeoise“ de février et Lénine avait joué la partition écrite par Marx. C'est du moins l'interprétation qu'en retirèrent les historiens soviétiques et qui fut par la suite largement débattue et critiquée.

Ce que les thuriféraires de l'URSS appelaient “le plus grand événement de l'histoire de l'humanité“ s'était déroulé avec le conflit mondial pour toile de fond. Et sans doute la guerre fut-elle plus qu'un simple décor en mettant en place les conditions de l'évènement. C'est ce que nous montre l'épisode, encore mal connu du grand public, des mutins russes de La Courtine et sur lequel le présent ouvrage – et l'association La Courtine 1917 – apporte une lumière bienvenue. En ce coin du Limousin se noua l'intrigue d'un drame commencé avec le débarquement de troupes russes en France. C'est depuis cet autre bout de l'Europe que les soldats du tsar venus honorer l'alliance franco-russe vécurent la première révolution russe. Bien que les Empires centraux et les étendues marines qu'ils avaient traversées à l'aller les séparassent de leur patrie, les conflits politiques qui s'y déroulaient ne les épargnèrent pas. La détestation des officiers y était la même que sur le front de l'Est, les aspirations à la paix et, pour les paysans, à la propriété de la terre sans nul doute identiques. Les soldats russes, éloignés du front en raison de leur mauvais esprit et cantonnés à La Courtine, s'étaient déjà mutinés dans le secteur des tranchées au moment même où une partie de leurs camarades français, épuisés par la sanglante offensive du Chemin des Dames, refusaient de retourner en ligne. L'été 1917 était celui des révoltes, de quelque côté du continent qu'on se trouve. Mais l'affaire de La Courtine se solda par une guerre civile en réduction, annonciatrice des troubles à venir en Russie. Outres ses implications morales et idéologiques, cette histoire révèle quel remuement d'hommes constitua la Grande Guerre. Les contingents alliés accouraient renforcer le front français. Parallèlement, l'armée française expédiait ses hommes là où les nécessités de la conduite de la guerre l'exigeaient. Tel fut le cas de la Mission militaire française en Russie. Toutefois, à la différence des bri-



militaires de l'Armée rouge en Pologne, la répression sanglante des mouvements révolutionnaires européens puis le stalinisme mirent un terme. Body, mal à l'aise avec le tournant politique imposé par le nouveau maître du Kremlin, finit par retourner dans son Limousin natal. Il n'abandonna pas ses idéaux politiques mais souhaitait les conjuguer au mode libertain, en préservant une certaine liberté d'action par rapport au parti communiste. Body s'était mépris sur la nature du communisme, non en tant qu'idée, mais en tant que praxis imposée depuis un centre dont il était illusoire de remettre en cause les décisions.

De la Première Guerre mondiale à l'URSS, patrie du “socialisme dans un seul pays“, les pages de ce livre embrassent un pan significatif de l'histoire du XXe siècle, une histoire vécue avec des fortunes diverses par les hommes qui en furent les jouets ou les instruments.

Dominique Danthieux

22, 23 et 24 septembre : 3ème Fête de la Montagne limousine

La troisième fête de la Montagne limousine aura lieu cette année à Nedde. Un programme toujours plus copieux et dense pour ce rendez-vous annuel des “Montagnards“ et “Montagnardes“ qui se déroulera cette année à Nedde, en Haute-Vienne, après avoir eu lieu en Corrèze en 2015 et en Creuse en 2016. La Fête de la Montagne Limousine est la fête où celles et ceux qui vivent et travaillent sur la Montagne limousine se rencontrent, débattent et construisent

une vie commune. Ouverte à tous, c'est une fête gratuite avec des concerts, un marché de producteurs, des stands de présentation du savoir faire local, des animations, des débats, des films, des buvettes et mille et une occasions de rencontres. C'est le lieu idéal pour que se parlent, débattent, s'amuse et réfléchissent ensemble les habitants et habitantes de la Montagne. Tout le programme est sur le site de la fête <http://www.montagnelimousine.net>

Gazel fait un appel de fonds

Le garage associatif GASEL (Garage associatif solidaire en Limousin) lance une campagne de dons afin de soutenir et de développer ses activités. En partant des voitures et de la mécanique, le projet de GASEL est de rassembler un maximum de personnes autour d'un lieu de passage, d'accueil, de rencontre et de partage. Il propose à ses adhérents et visiteurs, des ateliers de mécanique, des repas partagés et des animations diverses et variées les samedi après midi (chantiers découverte, projections de films, soirées musique, repas à thème). Un camping gratuit tout proche est disponible pour les personnes désirant prolonger leur séjour et la gare est à 50 mètres... Dans nos campagnes, pour se déplacer, aller au travail, sortir et rencontrer du monde, il faut avoir une ou même deux voitures parfois, ou dépendre bien souvent de la disponibilité des autres. Il faut surtout bien s'organiser quand on veut participer un minimum à la vie locale. Les coûts d'achat et d'entretien sont tels que bien souvent la

“débrouille“avec les copains ou les reports de travaux d'entretien obligent les uns et les autres à rouler avec des véhicules souvent polluants, ne respectant pas toujours la législation, pneus usés, freins inefficaces, fuites diverses, sans parler des défauts d'assurance ou de contrôle technique... C'est pourquoi un certain nombre de personnes a décidé de créer GASEL, qui permet de rouler en sécurité pour pas trop cher, d'animer un lieu de vie agréable et convivial ou chacun apporte son expérience dans son domaine : mécanique, carrosserie, mais aussi cuisine, art graphique, peinture, musique, cinéma et bien d'autres choses à venir... L'argent collecté permettra de pérenniser le premier poste de mécanicien, d'embaucher un prochain salarié, d'acheter une dépanneuse et d'équiper le garage d'une aire de lavage moteur permettant de préserver l'environnement par un système de filtration adapté. Contact : 05 55 95 73 24 et 06 40 27 05 80. Pour soutenir : <http://bit.ly/2xO7Q6l>

Gentrification : Dominique Simoneau porte plainte

La maire de Gentioux n'a pas peur du ridicule en déposant une plainte contre IPNS pour les articles de notre dernier numéro sur la gentrification dans lesquels elle est mise en cause. Elle attaque pour “injure à personne représentant l'autorité publique“. Elle n'a pas aimé que sa politique soit qualifiée de “nauséabonde“ et définie comme “xénophobe à court rayon d'action“, s'est sentie visée par la caricature qui illustrait l'article des géographes de l'université de Limoges, dont elle n'a pas apprécié la conclusion où il était question “d'eau apportée au moulin des imbéciles“... Le problème c'est que manifestement elle méconnaît et la loi de 1881 sur la liberté de la presse et l'article de la déclaration universelle des droits de l'homme qui établit la liberté d'opinion et d'expression. Petit rappel à l'ancienne institutrice qui devrait donc réviser son instruction civique : “Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.“ (article 19 de la déclaration universelle des droits de l'homme). Nous restons à son entière disposition pour relire et justifier ligne à ligne les articles qui l'ont mise en colère et qui s'appuient tous sur des faits réels

et établis. Pour le reste nous attendons sereinement le probable “classement sans suite“ de la plainte par le procureur de la République.



Spécial météo : de mauvais vents soufflent sur Vassivière.

Çà nous pendait au nez ! Le réchauffement climatique est en train de bouleverser notre rose des vents. Comme chacun sait, le plateau constitue les premiers contreforts atteints par les vents d'ouest, chez nous dominants. Et il pleut : des impôts, des réductions de services publics, des dettes, des suppressions d'emplois aidés, des APL grignotés. C'est cependant plus le vent que la pluie qui me préoccupe. Non seulement, il fait tomber nos arbres, mais il change tout le temps de direction. Les scientifiques en ont même repéré un nouveau, complètement fou, quasiment in-

connu jusque là : le vent d' Enebrouck. Du nom d'un savant belge qui l'a découvert (en français :Ainebrouque).Au contraire de tous les autres, il n'a pas le même effet sur tout le monde. Il en réchauffe quelques uns, et refroidit le plus grand nombre. Et surtout, il est poussé dans le dos par un autre vent : le Simounroucet. Avec la force 6, il pourrait même rendre impossible la voile sur le lac, parce qu'il change sans arrêt de direction. Un coup il souffle vers la Hollande, un autre vers les îles de Macronie. Quoiqu'il arrive, je vous donne un conseil : munissez vous de plusieurs parapluies.

Abécédaire du cyclisme limousin



DUfraise, DUteil, DUBreuil, DUPuytren, DURant, les “DU“du cyclisme limousin.

Il serait sans doute plus que hasardeux de chercher une explication rationnelle au constat de cette coïncidence quelque peu étonnante: cinq des meilleurs cyclistes du Limousin ont un patronyme débutant par la même première syllabe Nous nous contenterons de rappeler pourquoi chacun d'entre eux a marqué le paysage cycliste régional.

- André Dufraise : le plus âgé des cinq, il porte allègrement ses 91 printemps . Originaire de Razès (87, dans les monts d'Ambazac),où il est né en 1926, il a été le deuxième champion du monde cycliste du Limousin après André Raynaud. Si ce dernier avait conquis le titre mondial de demi-fond (épreuve sur piste avec entraîneurs motocyclistes) en 1936, André Dufraise pratiquait pour sa part le cyclo-cross, spécialité très populaire dans les années d'après-guerre (c'est encore le cas à l'heure actuelle en Belgique et aux Pays-Bas). De 1954 à 1958, il a remporté cinq titres mondiaux consécutifs, avec une mention particulière pour l'édition de 1958 qui se déroula à Limoges, devant un très nombreux public tout acquis à sa cause. André Dufraise a gagné également sept championnats de France (55/56/ 58/59 / 61/62/63) et obtenu de très bons résultats sur la route, où ses qualités de grimpeur lui permettaient de briller. Il a même participé au Tour de France 1952, qu'il dut abandonner sur maladie. Durant toute sa carrière, André Dufraise est resté fidèle aux couleurs de l'UVL (Union Vélocipédique Limousine).

- Francis Duteil: fils de Marius Duteil, un des meilleurs coureurs du sud-ouest des années 40 et 50, voisin dans sa ville de Mareuil s/Belle (24) de Jacques Vivier (vainqueur de la route de France 1951 et de deux étapes du Tour de France en 1952 et 54), le jeune Francis, né le 25/03/1947, choisit tout naturellement la compétition cycliste dès la catégorie cadet. A partir de 1962, et jusqu'en 1989, il va collectionner les victoires et les places d'honneur sur toutes les routes du sud-ouest, de France et même du monde (il participa aux J.O. de Montréal en 76, et courut quelques épreuves aux Etats-Unis, en Nouvelle Zélande, et même en Colombie). A 19 ans, en 1966, alors que tous les passionnés de cyclisme lui voyaient un avenir chez les professionnels, il fut victime au cours d'une épreuve à Nontron d'un très grave accident qui stoppa sa progression, et lui laissa des séquelles importantes. Grâce à une volonté farouche (il arrivait au départ des courses avec des béquilles!) il renoua avec la compétition et redevint rapidement un des meilleurs régionaux. Au cours de sa longue carrière, dont la majeure partie a été effectuée sous les couleurs du CRCL, il remporta entres autres quatre titres de champion du Limousin (70, 73, 77 et 82), le Tour du Limousin 70, et surtout deux titres de champion de France amateur en 73 et 76. Formidable tacticien, bon sur tous les terrains, Francis reste un exemple pour tous les compétiteurs cyclistes. Affaibli par plusieurs accidents, dont le dernier avec son avion personnel, Francis s'est éteint à 69 ans, victime d'un cancer le 9/10/2016.

- Francis Dubreuil: né en 1948, le nontronnais a connu une carrière très rapide puisqu'il a arrêté la compétition à 25 ans, fin 73. IL arrive au CRCL en 70 en même temps que Francis Duteil. Il va très rapidement s'imposer comme un des tout meilleurs limousins et une valeur sûre au niveau national: vainqueur de deux tours du Limousin (en 1971 et 73), il est champion du Limousin en 1972 et il participe au tour de l'Avenir en 73



Les Limousins au sein de l'équipe de France amateur sur le Tour du Limousin 1978 : de gauche à droite, Michel Dupuytren, Frédéric Brun, Claude Louis (secrétaire général du TDL), Marc Durant, Yves Nicolas, Louis Perrier.

Michel Dupuytren: plus jeune que Duteil (il est né le 13/05/1954), Michel fait partie de cette formidable équipe du Limousin qui sous la conduite de l'ainé Francis, collectionnait les victoires et les places d'honneur au niveau national. Marc Durant, Yves Nicolas, Alain De Carvalho, et Frédéric Brun complétaient l'ossature de cette mémorable formation. Michel Dupuytren n'est jamais passé professionnel, non que ses résultats aient été insuffisants, mais parce que, ayant cotoyé les pros sur de nombreuses épreuves, il n'était pas attiré par ce milieu. Coureur de grand talent, magnifique athlète aux capacités physiques étonnantes, il a surtout dominé le cyclisme régional: quatre fois champion du Limousin (76,78,79 et 80), il accumula 290 victoires. A 63 ans, Michel est toujours pratiquant passionné: il a terminé dans le groupe de tête de la Limousine (épreuve cyclosportive de 150 kms) et a parcouru 19000 kms au cours de la saison 2016!

Marc Durant : né en 1955, le guérétois a débuté en cadet une très belle carrière d'amateur qui le verra vite rejoindre la 1ère catégorie. Avec Duteil, Dupuytren et Nicolas, ils formeront un quatuor redouté sur toutes les épreuves du Limousin et des comités voisins. Marc Durant est passé professionnel en 1979, et le restera jusqu'en 1987. Il a participé à cinq Tours de France (30ème en 83), à un tour d'Espagne (9ème en 82) et a gagné la 1ère étape du Midi Libre en 84. Il devint ensuite directeur sportif (notamment de l'équipe Agrigel-la-Creuse en 1996).

L'évocation de ces cinq figures qui se sont illustrées des années 50 à la fin des années 80 nous a permis de nous replonger dans les années dorées du cyclisme limousin, celles où presque toutes les communes organisaient des courses cyclistes, où les clubs avaient pléthore de licenciés, où les spectateurs se pressaient sur les circuits.

Malgré la remarquable carrière de Luc Leblanc dans les années 90, le cyclisme régional a commencé à périlcliter, et actuellement, ne restent que quelques épreuves qui ont bien du mal à recruter des participants.

1581 : Quand Montaigne traversait le Plateau sur une mule

J’ai bien peur de réveiller quelque mauvais souvenir d’école en évoquant ce nom : Michel Eyquem, seigneur de Montaigne. Rassurez-vous, nous n’allons pas disserter sur son style littéraire ou ses idées philosophiques. Juste évoquer quelques lignes assez banales extraites de son Journal de voyage. Publié bien longtemps après sa mort, ce long récit rappelle son passage à travers notre Limousin.

Situons le chronologiquement : parti pour un grand périple à travers l’Europe, après l’Allemagne, la Suisse, Venise, il prend les eaux à Lucques, en Italie. C’est là, en septembre 1581, qu’il apprend son élection à la mairie de Bordeaux. Sur le chemin du retour, il emprunte la route militaire de Clermont à Limoges, qu’un autre voyageur - traversant en sens inverse notre Plateau - décrira avec mépris un siècle plus tard (voir IPNS n° 59). Voyageur pour raison de santé – il a alors 48 ans – et par curiosité, voici ce qu’il dit de ses motivations dans les célèbres Essais: “Faire des voyages me semble un exercice profitable. L’esprit y a une activité continuelle pour remarquer les choses inconnues et nouvelles, et je ne connais pas de meilleure école pour former la vie que de mettre sans cesse devant nos yeux la diversité de tant d’autres vies, opinions et usages”.

“Orages & vans frédureus & pluies y nuisent“

Il arrive donc chez nous par l’est de la Creuse actuelle, venant de Pontaurmur. Accompagné d’une troupe d’amis et de domestiques, il s’arrête un soir à Pont-Sarrant, qui, situé à 20 km de l’Auvergne, ne peut être que Pontcharraud. A ce moment du récit, il trace un rapide panorama de ce qui va suivre. Le texte originel est en italien (!), il fut traduit en français du temps, ce qui donne la phrase suivante : “Orages & vans frédureus & pluies y nuisent“. Je ne vais pas vous imposer ça, et mettrai ces lignes en bon français d’aujourd’hui. “Ce chemin est garni de chétives hôtelleries jusqu’à Limoges, où toutefois on ne manque pas de vins passables. Il n’y passe que des muletiers et messagers qui courent à Lyon. Ma tête n’était pas bien... je lui en donnais son saoul en ces routes - là, où ils disent l’hiver plus âpre qu’en aucun autre lieu de France“. Il faut dire que nous sommes le 21 novembre. Mais tout de même, nous ne vivons pas en Sibérie ! Quant au vin “passable“, notre magistrat bordelais, déjà retraité, avait sans doute l’habitude de boire de meilleurs crus. Vous verrez plus loin que le vin est pour lui une sorte d’obsession. Pour toutes les choses matérielles, il se plaint d’ailleurs tout

le temps : “Les voyages ne me gênent que par la dépense qui est grande et excède mes moyens“ écrit-il. Ce grand aristocrate me fait penser à tel ancien premier ministre qui regrettait de ne pouvoir manger des croissants que le dimanche ! Vous lirez plus loin que je n’exagère pas. D’autant que notre voyageur est très souvent hébergé par des personnes de son rang social, ainsi “ Monsieur & Madame du Lude étaient à deux lieues de là“ (de Pontaurmur). Voilà donc les deux points essentiels : le pinard et la bourse.

Des lieues à géométrie variable

Toujours est-il que Montaigne fait peu de cas des pauvres habitants qu’il rencontre : mépris ou indifférence ? Il n’en parle jamais. Pas de Montaigne ethnologue donc. Par contre, ses données géographiques sont très utiles. À chaque étape, l’écrivain en signale la date, et la longueur. Une sorte de jeu de piste. Le 22 novembre, il continue vers l’ouest, “de fort mauvais temps“. Onze kilomètres et la troupe est à Felletin, où elle ne s’arrête pas : “petite ville qui semble être bien bâtie, située en un fond tout entouré de hauteurs costaudes, ... encore demi déserte par la peste passée“, donnée historique intéressante. Pour ceux qui connaîtraient le coin, on passe alors de la vallée de la Creuse - qui coupe le Plateau du sud au nord - aux environs de Saint-Yrieix-la-Montagne. Si l’on regarde attentivement les distances et la durée des parcours, on peut se demander ce que sont précisément ces lieues qu’il évoque, et son moyen de locomotion. Passé Felletin, “je vins coucher à Chastein, à cinq lieues“. Voilà un petit mystère : quel est précisément ce “petit méchant village (où) je bus du vin nouveau et non purifié, à défaut de vin vieux“ ? Je vous disais bien: c’est obsessionnel, Montaigne oenologue, le retour. La lieue terrestre avait comme origine la distance que peut parcourir un homme à pied en une heure, ce qui bien sûr est très relatif. Notre lieue à nous était de 4 kilomètre, celle de Paris de 3. Dans ce rayon de 5 lieues, on ne trouve aujourd’hui aucun Chastein. Montaigne devait donc utiliser la “lieue de Gascogne et Provence“, la plus longue de France, valant 5,8 km. Ce qui

signifie que les gens du sud marchent plus vite. Au-delà de la simple curiosité, cet élément va nous permettre de mieux suivre le parcours de l’écrivain, car le mystère géographique s’épaissit. Le “méchant village“ où il s’arrête ne peut être que Châtain (Le Monteil-au-Vicomte). Puis, “le Jeudi 23 ayant toujours ma teste en cet état, et le temps rude, je vins coucher à Aubiac“. Il vint donc, mais comment ? Un rythme de 30 km par jour, à pied, cela semble beaucoup pour un équipage d’une douzaine de personnes ! Vous avez bien lu : la troupe, voyageant à ses frais, comprenait : un jeune frère Bertrand, un beau-frère veuf - Bertrand également – qui lui tiennent compagnie, un secrétaire, des domestiques, et encore le jeune Charles, fils d’une amie, escorté d’un gentilhomme, d’un valet de chambre, d’un muletier et de deux laquais ! Tout ce beau monde aime les logis confortables. D’où l’importance des économies (j’avais cru un temps Montaigne radin). Pour quelqu’un qui serait aujourd’hui redevable de l’ISF, c’eût été mesquin. Mais là, c’était une vraie caravane du Tour de France.

Tour et détours

Il n’est guère imaginable pour un noble de haut rang de croter ainsi ses bottes. On apprendra plus tard, à Limoges, qu’il a dû y acheter un nouveau mulet, mais Montaigne sur une mule ? La réponse se trouve bien avant dans le récit, quand il écrit : “si je me trouve peu apte à monter à cheval, je m’arrête“. L’arrêt suivant justement n’est pas Sauviat-sur-Vige, qui se trouvait pourtant sur la route militaire: “de (Chastein), je vins coucher à Aubiac, à cinq lieues, petit village qui est à Monsieur de Lausun“. Il doit s’agir d’Auriat. Cette phrase nous explique pourquoi Montaigne ne suivait pas toujours les “grandes routes“. Il y avait parfois un gentilhomme pour l’héberger ! Une autre confidence nous indique ceci : “S’il ne fait pas beau à droite, je prends à gauche ... Ai-je laissé quelque chose à voir derrière moi ? J’y retourne; c’est toujours mon chemin. Je ne trace à l’avance aucune ligne déterminée, ni droite ni courbe“. Ce détour-là sous-entend que le groupe ne retrouva jamais la route qui conduisait vers l’ouest, par Saint-Priest-Taurion. Limoges – où il “s’en vint coucher

le lendemain » (24 novembre) - est à 6 lieues d’Auriat, par Saint-Léonard, où il passa probablement, mais sans en dire un mot. Pour nous, limousins, le périple s’achève à Limoges “où je m’arrétai tout le samedi, et y achetai un mulet... et payai pour charge de mulet de Lyon (jusque) là, cinq écus (soit 15 livres), ayant été trompé en cela de 4 livres; car toutes les autres charges ne coûtèrent que trois écus. De Limoges à Bordeaux on paye un écu“. Nul besoin de savants calculs pour deviner que Montaigne était furieux. Et qu’il ne dut pas garder un bon souvenir de sa traversée du Limousin, dont il ne parla plus jamais, sans doute à cause du mauvais vin, du climat détestable, et de l’escroquerie. Il vécut encore 11 ans. Son Journal de voyage n’était pas destiné au public, le manuscrit fut retrouvé deux siècles plus tard dans une vieille malle. Je me demande bien si nous allons finir par croiser un voyageur du passé qui aurait trouvé quelque qualité à notre région. Ah si, Arthur Young sûrement (1788) : un anglais ... déjà !

Émile Vache

